

NN 3/2016 (29.6.2016.), Zakon o potvrđivanju Svjetske poštanske konvencije sa Završnim protokolom

HRVATSKI SABOR

26

Na temelju članka 89. Ustava Republike Hrvatske, donosim

ODLUKU**O PROGLAŠENJU ZAKONA O POTVRĐIVANJU SVJETSKE POŠTANSKE
KONVENCIJE SA ZAVRŠNIM PROTOKOLOM**

Prolašavam Zakon o potvrđivanju Svjetske poštanske konvencije sa Završnim protokolom, koji je Hrvatski sabor donio na sjednici 3. lipnja 2016.

Klasa: 011-01/16-01/32

Urbroj: 71-06-01/1-16-2

Zagreb, 9. lipnja 2016.

Predsjednica

Republike Hrvatske

Kolinda Grabar-Kitarović, v. r.**ZAKON****O POTVRĐIVANJU SVJETSKE POŠTANSKE KONVENCIJE SA ZAVRŠNIM
PROTOKOLOM****Članak 1.**

Potvrđuje se Svjetska poštanska konvencija sa Završnim protokolom, sastavljena u Dohi 11. listopada 2012., u izvorniku na francuskom jeziku.

Članak 2.

Tekst Svjetske poštanske konvencije sa Završnim protokolom, u izvorniku na francuskom jeziku i u prijevodu na hrvatski jezik, glasi:

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

RÈGLES COMMUNES APPLICABLES AU SERVICE POSTAL INTERNATIONAL

Chapitre unique

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

DÉFINITIONS

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 colis: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux;

1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;

1.3 dépêches mal acheminées: récipients reçus par un bureau d'échange autre que celui indiqué sur l'étiquette (du sac);

1.4 données personnelles: informations nécessaires pour identifier un usager du service postal;

1.5 envois mal dirigés: envois reçus par un bureau d'échange, mais qui étaient destinés à un bureau d'échange dans un autre Pays-membre;

- 1.6 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);
- 1.7 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;
- 1.8 frais terminaux: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;
- 1.9 opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire;
- 1.10 petit paquet: envoi transporté aux conditions de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres;
- 1.11 quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'opérateur désigné du pays de destination par l'opérateur désigné du pays expéditeur à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;
- 1.12 quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;
- 1.13 quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (opérateur désigné, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal;
- 1.14 service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;
- 1.15 transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination.

Article 2

DÉSIGNATION DE LA OU DES ENTITÉS CHARGÉES DE REMPLIR LES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE L'ADHÉSION À LA CONVENTION

Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article 3

SERVICE POSTAL UNIVERSEL

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.
2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.
3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.
4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article 4

LIBERTÉ DE TRANSIT

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Pays-membre, de s'assurer que ses opérateurs désignés acheminent toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'ils emploient pour leurs propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui leur sont livrés par un autre opérateur désigné. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.
2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des substances infectieuses ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les envois

pour les aveugles. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le contenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce Pays-membre.

Article 5

APPARTENANCE DES ENVOIS POSTAUX. RETRAIT. MODIFICATION OU CORRECTION D'ADRESSE. RÉEXPÉDITION. RENVOI À L'EXPÉDITEUR DES ENVOIS NON DISTRIBUABLES

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 18.2.1.1 ou 18.3, selon la législation du pays de transit.

2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.

3. Les Pays-membres s'assurent que leurs opérateurs désignés réexpédient des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et renvoient à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article 6

TAXES

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale et en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et ses Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. Le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné fixe, en fonction de la législation nationale, les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres et des colis postaux. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés, en fonction de la législation nationale, sont autorisés à dépasser toutes les taxes indicatives figurant dans les Actes.

5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation nationale pour les envois de la poste aux lettres et pour les colis postaux déposés sur le territoire du Pays-membre. Ils ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque opérateur désigné garde les taxes qu'il a perçues.

Article 7

EXONÉRATION DES TAXES POSTALES

1. Principe

1.1 Les cas de franchise postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement, sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux relatifs au service postal envoyés par les Pays-membres, les opérateurs désignés et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes, des Pays-membres et des opérateurs désignés sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, le Pays-membre d'origine ou son opérateur désigné a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

2. Prisonniers de guerre et internés civils

2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services postaux de paiement adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services postaux de paiement, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement.

2.3 Les bureaux mentionnés dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services postaux de paiement bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services postaux de paiement concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.

2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les opérateurs désignés, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

3. Envois pour les aveugles

3.1 Tous les envois pour les aveugles envoyés à ou par une organisation pour les personnes aveugles, ou envoyés à ou par une personne aveugle, sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, dans la mesure où ces envois sont admissibles comme tels dans le service intérieur de l'opérateur désigné d'origine.

3.2 Dans cet article:

3.2.1 le terme «personne aveugle» désigne toute personne recensée officiellement comme aveugle ou malvoyante dans son pays ou qui répond aux définitions de l'Organisation mondiale de la santé d'une personne aveugle ou d'une personne ayant une basse vision;

3.2.2 est désignée comme organisation pour les aveugles toute institution ou association servant ou représentant les aveugles officiellement;

3.2.3 les envois pour les aveugles incluent toute correspondance, publication, quel qu'en soit le format (audio inclus), et tout équipement ou matériel produit ou adapté afin d'aider les personnes aveugles à surmonter les problèmes découlant de leur cécité, tels que spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.

Article 8

TIMBRES-POSTE

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.

2. Le timbre-poste:

2.1 est émis et mis en circulation exclusivement sous l'autorité du Pays-membre ou du territoire, conformément aux Actes de l'Union;

2.2 est un attribut de souveraineté et constitue une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;

2.3 doit être en circulation dans le Pays-membre ou sur le territoire émetteur, pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou à des fins philatéliques, selon sa législation nationale;

2.4 doit être accessible à tous les habitants du Pays-membre ou du territoire émetteur.

3. Le timbre-poste comprend:

3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire émetteur, en caractères latins^[1] ([/http://www.enr.com/enr/js/qwebeditor/blank.html?#footnote-35269-1](http://www.enr.com/enr/js/qwebeditor/blank.html?#footnote-35269-1));

3.2 la valeur faciale exprimée:

3.2.1 en principe, dans la monnaie officielle du Pays-membre ou du territoire émetteur, ou présentée sous la forme d'une lettre ou d'un symbole;

3.2.2 par d'autres signes d'identification spécifiques.

4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:

5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'Union et aux décisions prises par les organes de l'Union;

5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du Pays-membre ou du territoire ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;

5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au Pays-membre ou au territoire, un lien étroit avec ledit Pays-membre ou territoire;

5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;

5.5 revêtir une signification importante pour le Pays-membre ou pour le territoire.

6. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'Union ne peuvent être utilisés que sur autorisation du Pays-membre ou du territoire.

7. Préalablement à l'émission de timbres-poste utilisant de nouveaux matériaux ou de nouvelles technologies, les Pays-membres communiquent au Bureau international les informations nécessaires concernant leur compatibilité avec le fonctionnement des machines destinées au traitement du courrier. Le Bureau international en informe les autres Pays-membres et leurs opérateurs désignés.

Article 9

SÉCURITÉ POSTALE

1. Les Pays-membres et leurs opérateurs désignés se conforment aux exigences en matière de sûreté définies dans les normes de sûreté de l'Union postale universelle, adoptent et mettent en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Cette stratégie inclut en particulier le principe de conformité avec les exigences relatives à la fourniture de données électroniques préalables pour les envois postaux identifiés dans les dispositions de mise en œuvre (notamment le type d'envois postaux concernés et les critères d'identification de ceux-ci) adoptées par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, conformément aux normes techniques de l'UPU relatives aux messages. Cette stratégie implique également l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres et leurs opérateurs désignés.

2. Toutes les mesures de sécurité appliquées dans la chaîne du transport postal international doivent correspondre aux risques et aux menaces auxquelles elles sont censées répondre et elles doivent être déployées sans perturber les flux de courrier ou le commerce internationaux en tenant compte des spécificités du réseau postal. Les mesures de sécurité qui peuvent avoir une incidence mondiale sur les opérations postales doivent être déployées de manière coordonnée et équilibrée au niveau international, avec l'implication de tous les acteurs concernés.

Article 10

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les Pays-membres et/ou leurs opérateurs désignés doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie de développement durable dynamique portant tout particulièrement sur des actions environnementales, sociales et économiques à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions de développement durable dans le cadre des services postaux.

Article 11

INFRACTIONS

1. Envois postaux

1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:

1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;

1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.

2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier

2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:

2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;

2.1.2 les marques d'affranchissement;

2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

2.1.4 les coupons-réponse internationaux.

2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:

2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;

2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;

2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;

2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.

3. Réciprocité

3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Article 12

TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

1. Les données personnelles des usagers ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies conformément à la législation nationale applicable.

2. Les données personnelles des usagers ne sont divulguées qu'à des tiers autorisés par la législation nationale applicable à accéder à ces données.

3. Les Pays-membres et leurs opérateurs désignés doivent assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles des usagers, dans le respect de leur législation nationale.

4. Les opérateurs désignés informent leurs usagers de l'utilisation qui est faite de leurs données personnelles et de la finalité de leur collecte.

Deuxième partie

RÈGLES APPLICABLES À LA POSTE AUX LETTRES ET AUX COLIS POSTAUX

Chapitre 1

OFFRE DE PRESTATIONS

Article 13

SERVICES DE BASE

1. Les Pays-membres doivent veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.

2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:

2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;

2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;

2.3 les envois pour les aveugles jusqu'à 7 kilogrammes;

2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.

3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.

4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories d'envois de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

5. Sous réserve des dispositions sous 8, les Pays-membres doivent également veiller à ce que leurs opérateurs désignés assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.

6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.

7. Tout Pays-membre dont l'opérateur désigné ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les Pays-membres qui, avant le 1er janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article 14

CLASSIFICATION DES ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES SELON LEUR FORMAT

Dans les systèmes de classification dont il est fait référence à l'article 13.3, les envois de la poste aux lettres peuvent également être classifiés selon leur format, à savoir les lettres de petit format (P), les lettres de grand format (G) et les lettres de format encombrant (E). Les limites de taille et de poids sont spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

Article 15

SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

1. Les Pays-membres assurent la prestation des services supplémentaires obligatoires ci-après:

1.1 service de recommandation pour les envois-avion et les envois prioritaires partants de la poste aux lettres;

1.2 service de recommandation pour tous les envois recommandés arrivants de la poste aux lettres.

2. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les opérateurs désignés ayant convenu de fournir ces services:

2.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

2.2 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

2.3 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

2.4 service de remise en main propre pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou avec valeur déclarée;

2.5 service de distribution des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

2.6 service des colis fragiles et des colis encombrants;

2.7 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger;

2.8 service de retour des marchandises, qui désigne le retour des marchandises par le destinataire à l'expéditeur d'origine sur autorisation de ce dernier.

3. Les trois services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:

3.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés sont obligés d'assurer le service de retour des envois CCRI;

3.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;

3.3 avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés, les colis et les envois avec valeur déclarée; tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.

4. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.

5. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:

5.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;

5.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;

5.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

5.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;

5.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

5.6 poste restante;

5.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;

5.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;

5.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article 16

EMS ET LOGISTIQUE INTÉGRÉE

1. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:

1.1 l'EMS, qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible, le plus rapide des services postaux par moyen physique; ce service peut être fourni sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;

1.2 le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents.

Article 17

SERVICES ÉLECTRONIQUES POSTAUX

1. Les Pays-membres ou les opérateurs désignés peuvent convenir entre eux de participer aux services électroniques postaux ci-après, décrits dans les Règlements:

1.1 le courrier électronique postal, qui est un service postal électronique faisant appel à la transmission de messages et d'informations électroniques par les opérateurs désignés;

1.2 le courrier électronique postal recommandé, qui est un service postal électronique sécurisé fournissant une preuve d'expédition et une preuve de remise d'un message électronique et passant par une voie de communication protégée entre utilisateurs authentifiés;

1.3 le cachet postal de certification électronique, attestant de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties;

1.4 la boîte aux lettres électronique postale, permettant l'envoi de messages électroniques par un expéditeur authentifié ainsi que la distribution et le stockage de messages et d'informations électroniques pour un destinataire authentifié.

Article 18

ENVOIS NON ADMIS. INTERDICTIONS

1. Dispositions générales

1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.

1.2 Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.

1.3 Tous les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.

2. Interdictions visant toutes les catégories d'envois

2.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:

2.1.1 les stupéfiants et les substances psychotropes tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ou les autres drogues illicites interdites dans le pays de destination;

2.1.2 les objets obscènes ou immoraux;

2.1.3 les objets de contrefaçon et piratés;

2.1.4 autres objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;

2.1.5 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;

2.1.6 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

3. Matières explosibles, inflammables ou radioactives et marchandises dangereuses

3.1 L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres marchandises dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.

3.2 L'insertion de dispositifs explosifs et de matériel militaire inertes, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que de répliques de tels dispositifs et articles, est interdite dans toutes les catégories d'envois.

3.3 Exceptionnellement, les marchandises dangereuses spécifiquement mentionnées dans les Règlements comme étant admissibles sont admises.

4. Animaux vivants

4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.

4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:

4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;

4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;

4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.

4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:

4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale et la législation nationale des pays intéressés.

5. Insertion de correspondances dans les colis

5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:

5.1.1 les correspondances, à l'exception des pièces archivées, échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur

6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:

6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;

6.1.1.1 cependant, si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;

6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation nationale des pays d'origine et de destination le permet;

6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;

6.1.3.1 de plus, chaque Pays-membre ou opérateur désigné a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; il peut limiter la valeur réelle de ces envois.

7. Imprimés et envois pour les aveugles

7.1 Les imprimés et les envois pour les aveugles ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance.

7.2 Ils ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.

8. Traitement des envois admis à tort

8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2, 3.1 et 3.2 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1, 3.1 et 3.2 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article 19

RÉCLAMATIONS

1. Chaque opérateur désigné est tenu d'accepter les réclamations concernant les colis et les envois recommandés ou avec valeur déclarée, déposés dans son propre service ou dans celui de tout autre opérateur désigné, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi. Les réclamations sont transmises par voie recommandée prioritaire, par EMS ou par des moyens électroniques. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et opérateurs désignés et ne couvre pas la transmission des réclamations entre opérateurs désignés.

2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.
3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article 20

CONTRÔLE DOUANIER. DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS

1. L'opérateur désigné du pays d'origine et celui du pays de destination sont autorisés à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.
2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, de frais de présentation à la douane dont le montant indicatif est fixé par les Règlements. Ces frais ne sont perçus qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.
3. Les opérateurs désignés qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement pour le compte des clients, que ce soit au nom du client ou au nom de l'opérateur désigné du pays de destination, sont autorisés à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération. Cette taxe peut être perçue, pour tous les envois déclarés en douane, selon la législation nationale, y compris ceux exempts de droit de douane. Les clients doivent être dûment informés à l'avance au sujet de la taxe concernée.
4. Les opérateurs désignés sont autorisés à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article 21

ECHANGE DE DÉPÊCHES CLOSES AVEC DES UNITÉS MILITAIRES

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:
 - 1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;
 - 1.2 entre les commandants de ces unités militaires;
 - 1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;
 - 1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes ou terrestres, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.
2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.
3. Sauf entente spéciale, l'opérateur désigné du Pays-membre qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les opérateurs désignés concernés, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 22

NORMES ET OBJECTIFS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE SERVICE

1. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés doivent fixer et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution des envois de la poste aux lettres et des colis arrivants.
2. Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent pas être moins favorables que ceux appliqués aux envois comparables de leur service intérieur.
3. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés d'origine doivent également fixer et publier des normes de bout en bout pour les envois prioritaires et les envois-avion de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.
4. Les Pays-membres ou leurs opérateurs désignés évaluent l'application des normes de qualité de service.

Chapitre 2

RESPONSABILITÉ

Article 23

RESPONSABILITÉ DES OPÉRATEURS DÉSIGNÉS. INDEMNITÉS

1. Généralités

1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 24, les opérateurs désignés répondent:

1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;

1.1.2 du renvoi des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et des colis ordinaires dont le motif de non-distribution n'est pas donné.

1.2 Les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.

1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les opérateurs désignés n'engagent pas leur responsabilité.

1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe d'assurance.

1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.

1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects, les bénéfices non réalisés ou les préjudices moraux ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.

1.7 Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des opérateurs désignés sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les opérateurs désignés n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.

2. Envois recommandés

2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.

2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.

3. Colis ordinaires

3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les opérateurs désignés ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursés sur cette base par les autres opérateurs désignés éventuellement concernés.

3.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie.

3.3 Les opérateurs désignés peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

4. Envois avec valeur déclarée

4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5. En cas de renvoi d'un envoi de la poste aux lettres recommandé ou avec valeur déclarée, dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées pour le dépôt de l'envoi seulement.

6. En cas de renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes payées pour le dépôt du colis dans le pays d'origine et des dépenses occasionnées par le renvoi du colis à partir du pays de destination.

7. Dans les cas visés sous 2, 3 et 4, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

8. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés pour le dépôt de l'envoi, à l'exception de la taxe de

recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

9. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 3 et 4, le destinataire a droit à l'indemnité pour un envoi recommandé, un colis ordinaire ou un envoi avec valeur déclarée spolié, avarié ou perdu si l'expéditeur se désiste de ses droits par écrit en sa faveur. Ce désistement n'est pas nécessaire dans les cas où l'expéditeur et le destinataire seraient une seule et même personne.

10. L'opérateur désigné d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation nationale pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 3.1. Il en est de même pour l'opérateur désigné de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 3.1 restent cependant applicables:

10.1 en cas de recours contre l'opérateur désigné responsable;

10.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire.

11. Aucune réserve concernant le dépassement des délais des réclamations et le paiement de l'indemnité aux opérateurs désignés, y compris les périodes et conditions fixées dans les Règlements, n'est applicable, sauf en cas d'accord bilatéral.

Article 24

NON-RESPONSABILITÉ DES PAYS-MEMBRES ET DES OPÉRATEURS DÉSIGNÉS

1. Les opérateurs désignés cessent d'être responsables des envois recommandés, des colis et des envois avec valeur déclarée dont ils ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;

1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;

1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;

1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'opérateur désigné qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.

2. Les Pays-membres et les opérateurs désignés ne sont pas responsables:

2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article 15.5.9;

2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, ils ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;

2.4 lorsqu'il s'agit d'envois qui tombent sous le coup des interdictions prévues à l'article 18;

2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification du Pays-membre ou de l'opérateur désigné de ce pays;

2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;

2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.

3. Les Pays-membres et les opérateurs désignés n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 25

RESPONSABILITÉ DE L'EXPÉDITEUR

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable des préjudices corporels subis par les agents des postes et de tous les dommages causés aux autres envois postaux ainsi qu'à l'équipement postal par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.
2. En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les opérateurs désignés pour chaque envoi avarié.
3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.
4. En revanche, lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci n'est pas responsable dans la mesure où il y a eu faute ou négligence des opérateurs désignés ou des transporteurs dans le traitement des envois après leur acceptation.

Article 26

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

1. Sous réserve du droit de recours contre l'opérateur désigné responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'opérateur désigné d'origine ou à l'opérateur désigné de destination.
2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. En cas de désistement, l'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article 27

RÉCUPÉRATION ÉVENTUELLE DE L'INDEMNITÉ SUR L'EXPÉDITEUR OU SUR LE DESTINATAIRE

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, en lui accordant le même délai de réponse.
2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1, celui-ci devient la propriété de l'opérateur désigné ou, s'il y a lieu, des opérateurs désignés qui ont supporté le dommage.
3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Chapitre 3

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA POSTE AUX LETTRES

Article 28

DÉPÔT À L'ÉTRANGER D'ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES

1. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur le territoire du Pays-membre déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.
2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.
3. L'opérateur désigné de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'opérateur désigné de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'opérateur désigné de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit renvoyer les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.
4. Aucun opérateur désigné n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les opérateurs désignés de destination ont le droit d'exiger de l'opérateur désigné de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit les taux applicables en vertu des articles 30.5 à 30.9, 30.10 à 30.11 ou 31.8, selon le cas. Si l'opérateur désigné de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'opérateur désigné de destination, celui-ci peut soit retourner les envois à l'opérateur désigné de dépôt en ayant le droit d'être remboursé des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa législation nationale.

Troisième partie

RÉMUNÉRATION

Chapitre 1

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA POSTE AUX LETTRES

Article 29

Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque opérateur désigné qui reçoit d'un autre opérateur désigné des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'opérateur désigné expéditeur une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux par leurs opérateurs désignés, les pays et territoires sont classés conformément aux listes établies à cet effet par le Congrès dans sa résolution C 77/2012, comme indiqué ci-après:

2.1 pays et territoires faisant partie du système cible avant 2010;

2.2 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2010 et de 2012;

2.3 pays et territoires faisant partie du système cible à partir de 2014 (nouveaux pays du système cible);

2.4 pays et territoires faisant partie du système transitoire.

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays à l'issue de la période de transition.

4. Accès au régime intérieur. Accès direct

4.1 En principe, chaque opérateur désigné des pays ayant rejoint le système cible avant 2010 met à la disposition des autres opérateurs désignés l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'il offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux. Il appartient à l'opérateur désigné de destination de juger si l'opérateur désigné d'origine a rempli ou non les conditions et modalités en matière d'accès direct.

4.2 Les opérateurs désignés des pays ayant rejoint le système cible avant 2010 doivent rendre accessibles aux autres opérateurs désignés des pays ayant rejoint le système cible avant 2010 les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.3 Les opérateurs désignés des pays ayant rejoint le système cible à compter de 2010 peuvent cependant choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés. Toutefois, si les opérateurs désignés des pays ayant rejoint le système cible à compter de 2010 demandent aux opérateurs désignés des pays ayant rejoint le système cible avant 2010 de leur appliquer les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, ils doivent rendre accessibles à l'ensemble des autres opérateurs désignés les tarifs, termes et conditions offerts dans le cadre de leur service intérieur, à des conditions identiques à celles proposées aux clients nationaux.

4.4 Les opérateurs désignés des pays en transition peuvent choisir de ne pas rendre accessibles aux autres opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur. Ils peuvent toutefois choisir de rendre accessibles à un nombre limité d'opérateurs désignés les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur, sur une base de réciprocité, pour une période d'essai de deux ans. Passé ce délai, ils doivent choisir entre deux options: cesser de rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur ou continuer dans cette voie et rendre accessibles les conditions offertes dans le cadre de leur service intérieur à l'ensemble des opérateurs désignés.

5. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance en matière de qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 30 et 31, afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les opérateurs désignés qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération des opérateurs désignés ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 30 et 31.

6. Tout opérateur désigné peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

7. Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux. Les taux de frais terminaux à appliquer pour les sacs M sont les suivants:

7.1 pour 2014: 0,815 DTS par kilogramme;

7.2 pour 2015: 0,838 DTS par kilogramme;

7.3 pour 2016: 0,861 DTS par kilogramme;

7.4 pour 2017: 0,885 DTS par kilogramme.

8. Pour les envois recommandés, il est prévu une rémunération supplémentaire de 0,617 DTS par envoi pour 2014, de 0,634 DTS par envoi pour 2015, de 0,652 DTS par envoi pour 2016 et de 0,670 DTS par envoi pour 2017. Pour les envois avec valeur déclarée, il est prévu une rémunération supplémentaire de 1,234 DTS par envoi pour 2014, de 1,269 DTS par envoi pour 2015, de 1,305 DTS par envoi pour 2016 et de 1,342 DTS par envoi pour 2017. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à accorder des primes à la rémunération pour ces services et d'autres services supplémentaires lorsque les services fournis comprennent des éléments additionnels devant être spécifiés dans le Règlement de la poste aux lettres.

9. Sauf accord bilatéral contraire, une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi est prévue pour les envois recommandés et avec valeur déclarée dépourvus d'identifiant muni d'un code à barres ou revêtus d'un identifiant muni d'un code à barres non conforme à la norme technique S10 de l'UPU.

10. Pour la rémunération des frais terminaux, les envois de la poste aux lettres expédiés en nombre par le même expéditeur dans la même dépêche ou dans des dépêches séparées, conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres, sont désignés «courrier en nombre» et rémunérés d'après les dispositions prévues aux articles 30 et 31.

11. Tout opérateur désigné peut, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

12. Les opérateurs désignés peuvent, à titre facultatif, échanger du courrier non prioritaire en accordant une remise de 10% sur le taux de frais terminaux applicable au courrier prioritaire.

13. Les dispositions prévues entre opérateurs désignés du système cible s'appliquent à tout opérateur désigné du système transitoire déclarant vouloir adhérer au système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le Règlement de la poste aux lettres. Les dispositions du système cible peuvent être appliquées dans leur intégralité aux nouveaux opérateurs désignés du système cible déclarant vouloir être pleinement soumis auxdites dispositions, sans mesures transitoires.

Article 30

FRAIS TERMINAUX. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FLUX DE COURRIER ENTRE LES OPÉRATEURS DÉSIGNÉS DES PAYS DU SYSTÈME CIBLE

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination. Les taxes applicables aux envois prioritaires du régime intérieur qui entrent dans le cadre du service universel servent de références pour le calcul des taux de frais terminaux.

2. Les taux de frais terminaux du système cible sont calculés en tenant compte de la classification des envois en fonction de leur taille (format), d'après les dispositions spécifiées à l'article 14, si cela s'applique au service intérieur.

3. Les opérateurs désignés du système cible échangent des dépêches séparées par format conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

4. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

5. Les taux par envoi et par kilogramme sont calculés sur la base de 70% des taxes pour un envoi de la poste aux lettres de petit format de 20 grammes (P) et pour un envoi de la poste aux lettres de grand format de 175 grammes (G), hors TVA et autres taxes.

6. Le Conseil d'exploitation postale définit les conditions qui s'appliquent pour le calcul des taux ainsi que les procédures opérationnelles, statistiques et comptables nécessaires pour l'échange de dépêches séparées par format.

7. Les taux appliqués aux flux entre les pays du système cible au cours d'une année donnée n'entraînent pas d'augmentation des recettes issues des frais terminaux de plus de 13% pour un envoi de la poste aux lettres pesant 81,8 grammes, par rapport à l'année précédente.

8. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:

8.1 pour 2014: 0,294 DTS par envoi et 2,294 DTS par kilogramme;

8.2 pour 2015: 0,303 DTS par envoi et 2,363 DTS par kilogramme;

8.3 pour 2016: 0,312 DTS par envoi et 2,434 DTS par kilogramme;

8.4 pour 2017: 0,321 DTS par envoi et 2,507 DTS par kilogramme.

9. Les taux appliqués aux flux entre pays du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux valeurs indiquées ci-après:

9.1 pour 2014: 0,203 DTS par envoi et 1,591 DTS par kilogramme;

9.2 pour 2015: 0,209 DTS par envoi et 1,636 DTS par kilogramme;

9.3 pour 2016: 0,215 DTS par envoi et 1,682 DTS par kilogramme;

9.4 pour 2017: 0,221 DTS par envoi et 1,729 DTS par kilogramme.

10. Les taux appliqués aux flux entre les pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 et entre ces pays et ceux qui faisaient partie du système cible avant 2010 ne pourront pas dépasser:

10.1 pour 2014: 0,209 DTS par envoi et 1,641 DTS par kilogramme;

10.2 pour 2015: 0,222 DTS par envoi et 1,739 DTS par kilogramme;

10.3 pour 2016: 0,235 DTS par envoi et 1,843 DTS par kilogramme;

10.4 pour 2017: 0,249 DTS par envoi et 1,954 DTS par kilogramme.

11. Les taux appliqués aux flux entre les pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 et entre ces pays et ceux qui faisaient partie du système cible avant 2010 ne pourront pas être inférieurs aux taux spécifiés sous 9.1 à 9.4.

12. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les nouveaux pays du système cible, à l'exception du courrier en nombre, sont ceux prévus sous 9.1 à 9.4.

13. Pour les flux inférieurs à 75 tonnes par an entre les pays ayant rejoint le système cible en 2010 ou ultérieurement ainsi qu'entre ces pays et les pays ayant rejoint le système cible avant 2010, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 12,23 envois par kilogramme.

14. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des pays qui faisaient partie du système cible avant 2010 est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus sous 5 à 9.

15. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des pays faisant partie du système cible depuis 2010 et 2012 est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus sous 5, 10 et 11.

16. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 31

FRAIS TERMINAUX. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FLUX DE COURRIER VERS, DEPUIS ET ENTRE LES OPÉRATEURS DÉSIGNÉS DES PAYS DU SYSTÈME TRANSITOIRE

1. Pour les opérateurs désignés des pays du système de frais terminaux transitoire (en préparation de leur adhésion au système cible), la rémunération concernant les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, mais à l'exclusion des sacs M et des envois CCRI, est établie sur la base d'un taux par envoi et d'un taux par kilogramme.

2. La rémunération pour les envois CCRI s'effectue selon les dispositions pertinentes du Règlement de la poste aux lettres.

3. Les taux appliqués aux flux de courrier vers, depuis et entre les pays du système transitoire sont:

3.1 pour 2014: 0,203 DTS par envoi et 1,591 DTS par kilogramme;

3.2 pour 2015: 0,209 DTS par envoi et 1,636 DTS par kilogramme;

3.3 pour 2016: 0,215 DTS par envoi et 1,682 DTS par kilogramme;

3.4 pour 2017: 0,221 DTS par envoi et 1,729 DTS par kilogramme.

4. Pour les flux inférieurs à 75 tonnes par an, les composantes par kilogramme et par envoi sont converties en un taux total par kilogramme, sur la base d'un nombre moyen mondial de 12,23 envois par kilogramme, sauf pour l'année 2014, pour laquelle on applique le taux total par kilogramme de l'année 2013. Les taux ci-après s'appliquent:

4.1 pour 2014: 4,162 DTS par kilogramme;

4.2 pour 2015: 4,192 DTS par kilogramme;

4.3 pour 2016: 4,311 DTS par kilogramme;

4.4 pour 2017: 4,432 DTS par kilogramme.

5. Pour les flux de plus de 75 tonnes par an, les taux fixes par kilogramme susmentionnés sont appliqués si ni l'opérateur désigné d'origine ni l'opérateur désigné de destination ne demandent, dans le cadre du mécanisme de révision, une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme plutôt que sur la base du nombre moyen mondial. L'échantillonnage aux fins d'application du mécanisme de révision est appliqué conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres.

6. La révision à la baisse du taux total indiqué sous 4 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier ne demande une révision dans le sens inverse.

7. Les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent expédier des envois séparés par format sur une base volontaire, conformément aux conditions spécifiées dans le Règlement de la poste aux lettres. Pour ce type d'échanges, les taux précisés sous 3 sont applicables.
8. La rémunération pour le courrier en nombre à l'intention des opérateurs désignés des pays du système cible est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 30. Pour le courrier en nombre reçu, les opérateurs désignés des pays du système transitoire peuvent demander une rémunération conformément aux dispositions mentionnées sous 3.
9. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article 32

FONDS POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE

1. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 5, pour les frais terminaux et le Fonds pour l'amélioration de la qualité de service, font l'objet d'une majoration correspondant à 20% des taux indiqués à l'article 31, aux fins de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays du groupe 5. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays du groupe 5.
2. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 31, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
3. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 4 font l'objet d'une majoration correspondant à 10% des taux indiqués à l'article 31, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
4. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 1 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 feront l'objet d'une majoration correspondant à 8% des taux indiqués à l'article 31 en 2014 et en 2015 ainsi que d'une majoration correspondant à 6% des taux indiqués à l'article 30.12 en 2016 et en 2017, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
5. Excepté pour les sacs M, les envois CCRI et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 2 aux pays classés par le Congrès dans la catégorie des pays du groupe 3 feront l'objet d'une majoration correspondant à 2% des taux indiqués à l'article 31 en 2014 et en 2015, au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.
6. Les frais terminaux cumulés payables au titre de l'alimentation du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service dans les pays des groupes 3 à 5 font l'objet d'un plancher de 20 000 DTS par an pour chaque pays bénéficiaire. Les montants supplémentaires requis pour atteindre ce plancher sont facturés aux pays faisant partie du système cible avant 2010, proportionnellement aux quantités échangées.
7. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2014 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article 33

FRAIS DE TRANSIT

Les dépêches closes et les envois en transit à découvert échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même Pays-membre au moyen des services d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés (services tiers) sont soumis au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien. Ce principe s'applique également aux envois mal dirigés et aux dépêches mal acheminées.

Chapitre 2

AUTRES DISPOSITIONS

Article 34

TAUX DE BASE ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre opérateurs désignés au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres. Toutefois, les taux applicables au transport aérien des colis envoyés dans le cadre du service de retour des marchandises sont calculés conformément aux dispositions définies dans le Règlement concernant les colis postaux.
2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires, des envois avion, des colis-avion en transit à découvert, des envois mal dirigés et des dépêches mal acheminées, de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit dans le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux.
3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:
 - 3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, y compris lorsque ces dépêches transitent par un ou plusieurs opérateurs désignés intermédiaires;
 - 3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'opérateur désigné qui remet les envois à un autre opérateur désigné.
4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.
5. Chaque opérateur désigné de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.
6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'opérateur désigné de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.
7. L'opérateur désigné de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'opérateur désigné de destination.

Article 35

QUOTES-PARTS TERRITORIALES ET MARITIMES DES COLIS POSTAUX

1. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux de base par colis et le taux de base par kilogramme fixés par le Règlement.
 - 1.1 Tenant compte des taux de base ci-dessus, les opérateurs désignés peuvent en outre être autorisés à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.
 - 1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
 - 1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.
2. Les colis échangés entre deux opérateurs désignés ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'un ou de plusieurs autres opérateurs désignés sont soumis, au profit des opérateurs désignés dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.
 - 2.1 Pour les colis en transit à découvert, les opérateurs désignés intermédiaires sont autorisés à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.
 - 2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
3. Tout opérateur désigné dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'opérateur désigné du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.
 - 3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.
 - 3.2 Les opérateurs désignés ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, ils peuvent la réduire à leur gré.

Article 36

POUVOIR DU CONSEIL D'EXPLOITATION POSTALE DE FIXER LE MONTANT DES FRAIS ET DES QUOTES-PARTS

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les opérateurs désignés selon les conditions énoncées dans les Règlements:

1.1 frais de transit pour le traitement et le transport des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;

1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;

1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;

1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement et le transport des colis par un pays tiers;

1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis;

1.6 quotes-parts territoriales de départ pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis postaux.

2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux opérateurs désignés assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Article 37

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU RÈGLEMENT DES COMPTES ET AUX PAIEMENTS POUR LES ÉCHANGES POSTAUX INTERNATIONAUX

Les règlements des comptes au titre des opérations réalisées conformément à la présente Convention (y compris les règlements pour le transport – acheminement – des envois postaux, les règlements pour le traitement des envois postaux dans le pays de destination et les règlements au titre des indemnités reversées en cas de perte, de vol ou d'avarie des envois postaux) sont basés sur les dispositions de la Convention et les autres Actes de l'Union et effectués conformément à la Convention et aux autres Actes de l'Union et ne nécessitent pas la préparation de documents par un opérateur désigné, sauf dans les cas prévus par les Actes de l'Union.

Quatrième partie

DISPOSITIONS FINALES

Article 38

CONDITIONS D'APPROBATION DES PROPOSITIONS CONCERNANT LA CONVENTION ET LES RÈGLEMENTS

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants ayant le droit de vote. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès ayant le droit de vote doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale ayant le droit de vote.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant le droit; de vote et ayant participé au suffrage, s'il s'agit de modifications;

3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 39

RÉSERVES PRÉSENTÉES LORS DU CONGRÈS

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.

2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.

3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas

pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.

5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.

6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article 40

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} janvier 2014 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Doha, le 11 octobre 2012.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I

APPARTENANCE DES ENVOIS POSTAUX. RETRAIT. MODIFICATION OU CORRECTION D'ADRESSE

1. Les dispositions de l'article 5.1 et 2, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain (Royaume), à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Égypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie - Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.

2. Les dispositions de l'article 5.1 et 2 ne s'appliquent pas non plus à l'Autriche, au Danemark et à l'Iran (Rép. islamique), dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

3. L'article 5.1 ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.

4. L'article 5.2 ne s'applique pas aux Bahamas, à la Belgique, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).

6. L'article 5.2 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

7. Par dérogation à l'article 5.2, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, la Rép. dém. du Congo et le Venezuela (Rép. bolivarienne) sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article II

TAXES

Par dérogation à l'article 6, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont autorisés à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de leur pays.

Article III

EXCEPTION À L'EXONÉRATION DES TAXES POSTALES EN FAVEUR DES ENVOIS POUR LES AVEUGLES

1. Par dérogation à l'article 7, l'Indonésie, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux envois pour les aveugles dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. La France appliquera les dispositions de l'article 7 touchant aux envois pour les aveugles sous réserve de sa réglementation nationale.

3. Par dérogation à l'article 7.3 et conformément à sa législation intérieure, le Brésil se réserve le droit de considérer comme des envois pour les aveugles uniquement ceux dont l'expéditeur et le destinataire sont des personnes aveugles ou des organisations pour les personnes aveugles. Les envois qui ne répondent pas à ces conditions seront soumis au paiement des taxes postales.

4. Par dérogation à l'article 7, la Nouvelle-Zélande n'acceptera de distribuer en Nouvelle-Zélande en tant qu'envois pour les aveugles que les envois exonérés de taxes postales dans son service intérieur.

5. Par dérogation à l'article 7, la Finlande, qui n'accorde pas la franchise postale aux envois pour les aveugles dans son service intérieur selon les définitions de l'article 7 tel qu'adopté par le Congrès, a la faculté de percevoir les taxes du régime intérieur pour les envois pour les aveugles destinés à l'étranger.

6. Par dérogation à l'article 7, le Canada, le Danemark et la Suède accordent une franchise postale aux envois pour les aveugles uniquement dans la mesure où leur législation interne le permet.

7. Par dérogation à l'article 7, l'Islande accorde la franchise postale aux envois pour les aveugles uniquement dans les limites stipulées dans sa législation interne.

8. Par dérogation à l'article 7, l'Australie n'acceptera de distribuer en Australie en tant qu'envois pour les aveugles que les envois exonérés de taxes postales à ce titre dans son service intérieur.

9. Par dérogation à l'article 7, l'Allemagne, l'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Japon et la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux envois pour les aveugles dans leur service intérieur.

Article IV

TIMBRES-POSTE

Par dérogation à l'article 8.7, l'Australie, la Grande-Bretagne, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande traitent les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux portant des timbres-poste utilisant de nouveaux matériaux ou de nouvelles technologies non compatibles avec leurs machines de traitement de courrier uniquement après accord préalable avec les opérateurs désignés d'origine concernés.

Article V

SERVICES DE BASE

1. Nonobstant les dispositions de l'article 13, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 13.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

3. Par dérogation à l'article 13.2.4, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont autorisés à limiter à 20 kilogrammes le poids maximal des sacs M arrivants et partants.

Article VI

AVIS DE RÉCEPTION

Le Canada est autorisé à ne pas appliquer l'article 15.3.3 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article VII

INTERDICTIONS (POSTE AUX LETTRES)

1. A titre exceptionnel, le Liban et la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Ils ne sont pas tenus par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, l'Arabie saoudite, la Bolivie, la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, l'Iraq, le Népal, le Pakistan, le Soudan et le Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 18.6, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. Le Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. L'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
6. L'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique et se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés, avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres objets de valeur, et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de tels envois.
7. Les Philippines se réservent le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.
8. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.
9. La Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.
10. La Lettonie et la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.
11. Le Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.
12. Le Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.
13. L'Indonésie n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste, des devises étrangères ou des valeurs quelconques au porteur et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ces envois.
14. Le Kirghizistan se réserve le droit de ne pas accepter les envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée et petits paquets) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des titres au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Il décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
15. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan n'acceptent pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
16. La Moldova et la Russie (Fédération de) n'acceptent pas les envois recommandés et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.
17. Sans préjudice de l'article 18.3, la France se réserve le droit de refuser les envois contenant des marchandises si ces envois ne sont pas conformes à sa réglementation nationale ou à la réglementation internationale ou aux instructions techniques et d'emballage relatives au transport aérien.

Article VIII

INTERDICTIONS (COLIS POSTAUX)

1. Myanmar et la Zambie sont autorisés à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 18.6.1.3.1, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.
2. A titre exceptionnel, le Liban et le Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Ils ne sont pas tenus par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.
3. Le Brésil est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.
4. Le Ghana est autorisé à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article 18, l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article 18, l'Oman n'accepte pas les colis contenant:

6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;

6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;

6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article 18, l'Iran (Rép. islamique) est autorisé à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique et se réserve le droit de ne pas accepter des colis ordinaires ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres objets de valeur, et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de tels envois.

8. Les Philippines sont autorisées à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

9. L'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.

10. La Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.

11. La Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

12. La Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

13. La Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie (Fédération de) et l'Ukraine n'acceptent pas les colis ordinaires et ceux avec valeur déclarée contenant des billets de banque en circulation, des titres (chèques) au porteur ou des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

14. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan n'acceptent pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques, des métaux précieux, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux ainsi que des monnaies étrangères et déclinent toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

Article IX

OBJETS PASSIBLES DE DROITS DE DOUANE

1. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Kazakhstan, Lettonie, Moldova, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Russie (Fédération de), Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Venezuela (Rép. bolivarienne).

3. Par référence à l'article 18, les Pays-membres suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali et Mauritanie.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article X

RÉCLAMATIONS

1. Par dérogation à l'article 19.3, l'Arabie saoudite, le Cap-Vert, l'Égypte, le Gabon, les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, la Grèce, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, les Philippines, la Rép. pop. dém. de Corée, le Soudan, la Syrienne (Rép. arabe), le Tchad, le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article 19.3, l'Argentine, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Lituanie, la Moldova et la Slovaquie se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

3. L'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Cap-Vert, le Congo (Rép.), l'Égypte, le Gabon, l'Iran (Rép. islamique), le Kirghizistan, la Mongolie, Myanmar, l'Ouzbékistan, le Soudan, le Suriname, la Syrienne (Rép. arabe), le Turkménistan, l'Ukraine et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

4. Par dérogation à l'article 19.3, l'Amérique (Etats-Unis), le Brésil et le Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XI

TAXE DE PRÉSENTATION À LA DOUANE

1. Le Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

2. Par dérogation à l'article 20.2, le Brésil se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients pour tout envoi soumis au contrôle douanier.

3. Par dérogation à l'article 20.2, la Grèce se réserve le droit de percevoir pour tous les envois présentés aux autorités douanières une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

4. Le Congo (Rép.) et la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article XII

DÉPÔT À L'ÉTRANGER D'ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES

1. L'Amérique (Etats-Unis), l'Australie, l'Autriche, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce et la Nouvelle-Zélande se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur tout opérateur désigné qui, en vertu de l'article 28.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.

2. Par dérogation à l'article 28.4, le Canada se réserve le droit de percevoir de l'opérateur désigné d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

3. L'article 28.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. L'Australie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réservent le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

4. L'article 28.4 autorise l'opérateur désigné de destination à réclamer à l'opérateur désigné de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les Pays-membres suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les Pays-membres suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 28 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark, Égypte, France, Grèce, Guinée, Iran (Rép. islamique), Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Norvège, Portugal, Sénégal, Suisse, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

6. Aux fins de l'application de l'article 28.4, l'Allemagne se réserve le droit de demander au pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalent à celui qu'elle aurait reçu du pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article XIII

TAUX DE BASE ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN

Par dérogation à l'article 34, l'Australie se réserve le droit d'appliquer les taux relatifs au transport aérien pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis, tels que stipulés dans le Règlement concernant les colis postaux, ou en application de tout autre dispositif comprenant par exemple des accords bilatéraux.

Article XIV

QUOTES-PARTS TERRITORIALES D'ARRIVÉE EXCEPTIONNELLES

Par dérogation à l'article 35, l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XV

TARIFS SPÉCIAUX

1. L'Amérique (Etats-Unis), la Belgique et la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.
2. Le Liban est autorisé à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.
3. Le Panama (Rép.) est autorisé à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

Article XVI

POUVOIR DU CONSEIL D'EXPLOITATION POSTALE DE FIXER LE MONTANT DES FRAIS ET DES QUOTES-PARTS

Par dérogation aux dispositions de l'article 36.1.6, l'Australie se réserve le droit d'appliquer les quotes-parts territoriales de départ pour la fourniture du service de retour des marchandises par colis telles que stipulées dans le Règlement concernant les colis postaux, ou en application de tout autre dispositif comprenant par exemple des accords bilatéraux.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à Doha, le 11 octobre 2012.

[1 ([/%7Eenn/js/qwebeditor/blank.html?#footnote-35269-1-backlink](#))] Une dérogation est accordée à la Grande-Bretagne, en tant que pays inventeur du timbre-poste.

SVJETSKA POŠTANSKA KONVENCIJA

Niže potpisani opunomoćenici vlada država članica Unije, u skladu s člankom 22. stavkom 3. Ustava Svjetske poštanske unije sklopljenog u Beču 10. srpnja 1964., sporazumno i u skladu s člankom 25. stavkom 4. navedenog Ustava, potvrđuju ovom Konvencijom pravila primjenjiva u međunarodnim poštanskim uslugama.

Prvi dio

ZAJEDNIČKA PRAVILA KOJA SE PRIMJENJUJU U MEĐUNARODNOM POŠTANSKOM PROMETU

Uvodno poglavlje

OPĆE ODREDBE

Članak prvi

DEFINICIJE

1. U svrhu Svjetske poštanske konvencije, dalje navedeni pojmovi imaju sljedeće značenje:
 - 1.1 paket: pošiljka koja se prevozi prema uvjetima Konvencije i Pravilnika o poštanskim paketima;
 - 1.2 izravni zaključak: vreća ili skup vreća ili drugih spremnika s nazivnicom, zatvorenih s ili bez plombe koji sadrže poštanske pošiljke;
 - 1.3 pogrešno usmjereni zaključci: spremnici zaprimljeni u izmjeničnom uredu različitom od onoga navedenog na nazivnici (vrečnoj);
 - 1.4 osobni podaci: podaci potrebni za identifikaciju korisnika poštanske usluge;
 - 1.5 pogrešno poslani pošiljke: pošiljke zaprimljene u izmjeničnom uredu, a bile su namijenjene izmjeničnom uredu neke druge države članice;
 - 1.6 poštanska pošiljka: općeniti pojam, a podrazumijeva sve što se otprema poštom (pismovne pošiljke,

poštanski paketi, uputnice itd.);

1.7 tranzitni troškovi: naknada za usluge provoza pružene od posrednika u državi tranzita (imenovani operator, drugi davatelj usluga, ili i jedan i drugi), uzimajući u obzir kopnene, pomorske i/ili zrakoplovne pošiljke u tranzitu;

1.8 terminalne naknade: naknada koju imenovani operator države podrijetla duuguje imenovanom operatoru države odredišta za troškove nastale postupanjem zaprimljenim pismovnim poštanskim pošiljkama u državi odredišta;

1.9 imenovani operator: svaka vladina ili nevladina pravna osoba službeno imenovana od države članice da obavlja poštanske usluge na svojem području ispunjavajući obveze koje proizlaze iz akata Unije;

1.10 mali paket: pošiljka koja se prenosi prema uvjetima Konvencije i Pravilnika o pismovnim pošiljkama;

1.11 unutarnje kopnene naknade: naknada koju imenovani operator države podrijetla duuguje imenovanom operatoru države odredišta za troškove nastale postupanjem primljenim paketima u državi odredišta;

1.12 kopnene naknade: naknada za usluge provoza kopnom pružene od posrednika u državi tranzita preko koje se obavlja tranzit (imenovani operator, drugi davatelj usluga ili i jedan i drugi) uzimajući u obzir kopneni i/ili zrakoplovni prijevoz paketa preko državnog područja;

1.13 pomorske naknade: naknada za usluge provoza morem pružene od posrednika u državi tranzita preko koje se obavlja tranzit (imenovani operator ili drugi davatelj usluge, ili jedan i drugi) koji sudjeluje u pomorskom prijevozu paketa;

1.14 univerzalna poštanska usluga: stalno pružanje poštanskih usluga propisane kakvoće na svim pristupnim točkama na državnom području države članice, po pristupačnim cijenama;

1.15 otvoreni tranzit: otvoreni tranzit pošiljaka preko države posrednice čiji broj ili težina ne opravdavaju sačinjavanje izravnog zaključka do države odredišta.

Članak 2.

ODREĐIVANJE JEDNE ILI VIŠE PRAVNIH OSOBA ODGOVORNIH ZA ISPUNJAVANJE OBVEZA KOJE PROIZLAZE IZ PRIDRŽAVANJA ODREDBA KONVENCije

Države članice obavješćuju Međunarodni ured, u roku od šest mjeseci od završetka Kongresa, o nazivu i adresi vladinog tijela nadležnog za nadzor poštanskog poslovanja. Osim toga, u roku od šest mjeseci od završetka Kongresa, države članice dostavljaju Međunarodnom uredu naziv i adresu jednog ili više službeno imenovanih operatora koji su službeno imenovani da osiguraju pružanje poštanskih usluga i ispunjavanje obveza koje proizlaze iz akata Unije na svojem području. Između dva kongresa, sve promjene u vezi s državnim tijelima i imenovanim operatorima moraju biti službenim putem priopćene Međunarodnom uredu u najkraćem roku.

Članak 3.

UNIVERZALNE POŠTANSKE USLUGE

1. S ciljem jačanja pojma jedinstvenog poštanskog područja Unije, države članice osiguravaju da svi korisnici usluga uživaju pravo na univerzalnu poštansku uslugu temeljne propisane kakvoće, trajno, na svim pristupnim točkama svoga državnog područja, po pristupačnim cijenama.

2. U tom cilju, države članice utvrđuju, u okviru svojeg nacionalnog poštanskog zakonodavstva ili drugim uobičajenim sredstvima, opseg poštanskih usluga koje se nude, kao što je potrebna kakvoća i prihvatljive cijene, uzimajući u obzir i potrebe stanovništva i njihove nacionalne uvjete.

3. Države članice osiguravaju da ponuda poštanskih usluga i norme kakvoće budu ispunjene od strane imenovanih operatora ovlaštenih za obavljanje univerzalne poštanske usluge.

4. Države članice osiguravaju obavljanje univerzalne poštanske usluge na održiv način, kao jamstvo njezine trajnosti.

Članak 4.

SLOBODA TRANZITA

1. Načelo slobode tranzita je utvrđeno u prvom članku Ustava. Ono obvezuje svaku državu članicu da osigura da njezini imenovani operatori otpremaju najbržim putem i na najsigurniji način, koje koriste za vlastite pošiljke, izravne zaključke i pismovne pošiljke i u otvorenom tranzitu za pošiljke koje su im predane od drugog imenovanog operatora. Ovo se načelo jednako primjenjuje i na pogrešno poslana pošiljke ili pogrešno usmjerene zaključke.

2. Države članice koje ne sudjeluju u razmjeni pismovnih pošiljaka sa zaraznim tvarima ili radioaktivnim tvarima, imaju mogućnost ne dozvoliti tranzit ovih pošiljaka u otvorenom tranzitu preko svojeg državnog područja. Isto vrijedi i za ostale pismovne pošiljke koje nisu pisma, dopisnice i pošiljke za slijepe. Isto vrijedi i za tiskanice, časopise, magazine, male pakete i M vreće čiji sadržaj ne udovoljava zakonskim odredbama koje određuju uvjete njihovog objavljivanja ili optjecaja u državi tranzita.

3. Sloboda tranzita za poštanske pakete koji se otpremaju kopnenim i morskim putem ograničena je na

državnom području država koje sudjeluju u ovoj usluzi.

4. Sloboda tranzita paketa zrakoplovnim putem zajamčena je na čitavom području Unije. Međutim, države članice koje ne obavljaju uslugu poštanskih paketa, nisu u obvezi sudjelovati u otpremi zrakoplovnih paketa unutar svoga prostora.

5. Ako država članica ne izvršava obvezu koja se odnosi na slobodu tranzita, ostale države članice mogu obustaviti svoj poštanski promet s tom članicom.

Članak 5.

VLASNIŠTVO NAD POŠTANSKIM POŠILJKAMA. POVLAČENJE IZ POŠTE. IZMJENE I ISPRAVAK ADRESE. PREUSMJERAVANJE. POVRAT NEURUČENIH POŠILJAKA POŠILJATELJU

1. Poštanska pošiljka ostaje vlasništvo pošiljatelja sve dok nije uručena zakonitom primatelju, osim kada je pošiljka zaplijenjena na temelju zakonodavstva države podrijetla ili države odredišta i u slučaju primjene članka 18. točke 2.1.1 ili članka 18. stavka 3., u skladu sa zakonodavstvom države tranzita.

2. Pošiljatelj poštanske pošiljke može povući pošiljku iz dostave pošte ili promijeniti adresu ili ispraviti adresu. Naknada i ostali uvjeti su navedeni u Pravilniku.

3. Države članice osiguravaju da njihovi imenovani operatori preusmjeravaju pošiljke u slučaju promjene adrese primatelja, kao i da izvršavaju povrat neuručene pošiljke pošiljatelju. Naknada i drugi uvjeti su navedeni u Pravilniku.

Članak 6.

CIJENE

1. Cijene za različite međunarodne poštanske i druge posebne usluge određuju države članice ili njihovi imenovani operatori ovisno o nacionalnom zakonodavstvu i u skladu s načelima utvrđenim u Konvenciji i njezinim pravilnicima. U načelu, trebaju proizlaziti iz cijene koštanja obavljanja ovih usluga.

2. Država članica podrijetla ili njezin imenovani operator, ovisno o nacionalnom zakonodavstvu, određuje poštarinu za prijevoz pismovnih pošiljaka i poštanskih paketa. Poštarina pokriva dostavu pošiljke na adresu, uzevši u obzir da za tu vrstu pošiljke postoji spomenuta usluga u odredišnoj državi.

3. Cijene u primjeni, uključujući i one iznose koji su preporučeni u aktima, moraju iznositi najmanje koliko se naplaćuje za nacionalni promet pošiljaka koje imaju iste karakteristike (vrsta, količina, vrijeme potrebno za obradu pošiljke itd.).

4. Države članice ili njihovi imenovani operatori, ovisno o nacionalnom zakonodavstvu, ovlašteni su odrediti i više cijene od onih preporučenih u aktima.

5. Na prethodni najmanji iznos cijena iz stavka 3., države članice ili njihovi imenovani operatori mogu na temelju njihovog nacionalnog zakonodavstva odobriti manje poštarine za pismovne pošiljke i pakete zaprimljene na državnom području države članice. Isto tako mogu, na primjer, svojim korisnicima koji ostvaruju značajan promet, odobriti povlaštene poštarine.

6. Zabranjeno je naplatiti od korisnika bilo kakve druge poštarine osim onih predviđenih u aktima.

7. Osim u slučaju kad je u aktima predviđeno drukčije, svaki imenovani operator zadržava poštarinu koju je naplatio.

Članak 7.

IZUZEĆE OD PLAĆANJA POŠTARINA

1. Načelo

1.1 Slučajevi izuzeća od plaćanja poštarina, u smislu izuzeća od plaćanja poštarina unaprijed, izričito su utvrđeni u Konvenciji. Ipak, Pravilnikom se može utvrditi izuzeće od plaćanja poštarine unaprijed i izuzeće od plaćanja troškova tranzita, terminalnih naknada i nacionalnih poštarina za pismovne poštanske pošiljke i pakete koji se odnose na poštanske usluge koje koriste države članice, imenovani operatori i uže unije. Nadalje, pismovne pošiljke i poštanski paketi koje šalje Međunarodni ured Svjetske poštanske unije u uže unije, državama članicama i imenovanim operatorima smatraju se pošiljkama koje se odnose na poštanske usluge i one će biti izuzete od plaćanja svih poštarina. Međutim, za ove pošiljke država članica podrijetla ili njezin imenovani operator imaju mogućnost naplate dodatnih zrakoplovnih naknada za ove potonje pošiljke.

2. Ratni zarobljenici i civilni zatvorenici

2.1 Pismovne pošiljke, poštanski paketi i poštanske usluge plaćanja naslovljene na ili poslone od ratnih zarobljenika, bilo izravno ili putem ureda spomenutih u Pravilniku Konvencije i Sporazumu o poštanskim uslugama plaćanja, oslobođene su svih poštarina, osim dopunske naknade za zrakoplovni prijevoz. Zarobljenici zaraćenih strana, internirani na neutralnoj zemlji, smatraju se ratnim zarobljenicima kada se radi o primjeni ove odredbe.

2.2 Odredbe iz podstavka 2.1 također se primjenjuju i na pismovne pošiljke, poštanske pakete i poštanske usluge plaćanja podrijetlom iz drugih država adresirane na ili upućene od civilnih zatvorenika, kako je to definirano Ženevskom konvencijom od 12. kolovoza 1949. godine o zaštiti građanskih osoba u vrijeme rata, a koje se otpremaju izravno ili putem ureda spomenutih u Pravilniku Konvencije i Sporazuma o poštanskim uslugama plaćanja.

2.3 Uredi navedeni u Pravilniku Konvencije i Sporazumu o poštanskim uslugama plaćanja isto tako uživaju pravo oslobođenja od plaćanja poštarine za pismovne pošiljke, poštanske pakete i poštanske usluge plaćanja koje se odnose na osobe iz podstavka 2.1 i 2.2, a koje oni šalju ili primaju, bilo izravno ili kao posrednici.

2.4 Paketi mase do 5 kilograma su oslobođeni od plaćanja poštarine. Granična masa se povećava do 10 kilograma u slučaju kada sadržaj paketa nije djeljiv ili za pakete naslovljene na logor ili na povjerenika logora radi raspodjele zarobljenicima.

2.5 U okviru obračuna troškova između imenovanih operatora ne računaju se poštarine za službene pakete i za pakete za ratne zarobljenike i civilne zatvorenike, osim dopunske naknade za zrakoplovni prijevoz zrakoplovnih paketa.

3. Pošiljke za slijepe

3.1 Sve pošiljke za slijepe ili pošiljke poslone nekoj organizaciji ili od strane neke organizacije za slijepe nekoj slijepoj osobi ili od slijepe osobe, izuzete su od svih poštarina, osim dopunske naknade za zrakoplovni prijevoz, do mjere u kojoj su te pošiljke kao takve dopustive u nacionalnoj usluzi imenovanog davatelja pošiljatelja.

3.2 U ovom članku:

3.2.1 termin »slijepa osoba« podrazumijeva osobu koja je registrirana kao slijepa ili slabovidna u svojoj državi ili koja udovoljava definiciji Svjetske zdravstvene organizacije za slijepe ili slabovidne osobe;

3.2.2 organizacija za slijepe je svaka institucija ili udruga koja služi slijepim osobama ili ih službeno predstavlja;

3.2.3 pošiljke za slijepe uključuju svako dopisivanje, objavljivanje, u bilo kojem obliku uključujući i audio zapise, te svu opremu ili pribor načinjene ili prilagođene kao pomoć slijepim osobama da prevladaju probleme koji proizlaze iz njihove sljepoće, kao što je određeno Pravilnikom o pismovnim pošiljkama.

Članak 8.

POŠTANSKE MARKE

1. Naziv »poštanska marka« je zaštićen ovom Konvencijom i odnosi se isključivo na marke koje su u skladu s uvjetima iz ovog članka i pravilnika.

2. Poštanske marke:

2.1 izdaju se i stavljaju u optjecaj isključivo pod nadležnošću država članica ili područja u skladu s aktima Svjetske poštanske unije;

2.2 su svojstvo suverenosti i predstavljaju dokaz o unaprijed plaćenju poštarini koja odgovara njezinoj stvarnoj vrijednosti kada se stavlja na poštansku pošiljku, u skladu s aktima Unije;

2.3 moraju biti u optjecaju, za unaprijed plaćenu poštarinu ili za filatelističku namjenu u državi članici ili području stavljanja u optjecaj, u skladu s njezinim nacionalnim zakonodavstvom;

2.4 moraju biti pristupačne svim građanima unutar države članice ili područja stavljanja u optjecaj.

3. Poštanska marka uključuje:

3.1 naziv države članice ili područja stavljanja u optjecaj, napisan latiničnim pismom^[1];

3.2 nominalnu vrijednost izraženu:

3.2.1 u načelu, u službenoj valuti države članice ili područja stavljanja u optjecaj ili slovom ili oznakom;

3.2.2 drugim posebnim prepoznatljivim obilježjima.

4. Obilježja država, službene oznake kontrole i logotip međuvladinih organizacija na poštanskoj marki su zaštićeni kako je to određeno Pariškom konvencijom za zaštitu industrijskog vlasništva.

5. Tema i dizajn poštanskih maraka moraju:

5.1 biti u duhu preambule Ustava Svjetske poštanske unije i u skladu s odlukama koje su donijela tijela Unije;

5.2 biti usko povezani s kulturnim identitetom države članice ili područja stavljanja u optjecaj, ili pridonositi širenju kulture ili očuvanju mira;

5.3 imati, u slučaju odavanja počasti osobama ili događajima koji nisu iz države članice ili s područja stavljanja u optjecaj, usku poveznicu s dotičnom državom ili područjem;

5.4 biti lišeni političkih obilježja ili bilo koje teme uvredljive prirode u odnosu na neku osobu ili državu;

5.5 biti od velike važnosti za državu članicu ili područje stavljanja u optjecaj.

6. Oznake u unaprijed plaćenju poštarini, otisci strojeva za označavanje poštarine plaćene unaprijed, otisci tiskarskih strojeva ili drugih tiskanih oznaka ili žigova u skladu s odredbama akata Svjetske poštanske unije, mogu biti korišteni samo uz odobrenje države članice ili područja.

7. Prije stavljanja u optjecaj poštanskih maraka korištenjem novih materijala ili novih tehnologija, države članice obavješćuju Međunarodni ured o usklađenosti s radom strojeva za obradu pošte. Međunarodni ured u skladu s time obavješćuje ostale države članice i njihove imenovane operatore.

Članak 9.

POŠTANSKA SIGURNOST

1. Države članice i njihovi imenovani operatori poštuju sigurnosne uvjete određene sigurnosnim normama Svjetske poštanske unije, prihvaćaju i primjenjuju aktivnu sigurnosnu strategiju, na svim razinama poštanskog procesa, radi zadržavanja i povećanja povjerenja korisnika u poštanske usluge, a u interesu svih uključenih strana. Ova strategija naročito uključuje načelo udovoljavanja zahtjevima za najavu podataka o poštanskim pošiljkama elektroničkim putem, raspoložive u odredbama koje su u primjeni (osobito vrstu pošiljke i kriterij za njezinu identifikaciju), koje je prihvatilo Upravno vijeće i Vijeće za poštansku operativu u skladu s tehničkim normama Svjetske poštanske unije za slanje poruka. Ova strategija također uključuje i razmjenu informacija o održavanju sigurnog prijevoza i tranzita pošiljaka između država članica i njihovih imenovanih operatera.

2. Sve sigurnosne mjere primijenjene u lancu međunarodnog prijevoza pošte moraju biti odgovarajuće rizicima ili prijetnjama na koje one, pretpostavlja se, nastoje odgovoriti i moraju biti razvijene tako da ne priječe svjetske tijekomove pošte ili međunarodnu trgovinu uvažavajući posebnosti poštanske mreže. Sigurnosne mjere koje mogu imati sveopći utjecaj na poštansku operativu, moraju se provesti na međunarodno usklađen i uravnotežen način, uz uključivanje svih zainteresiranih strana.

Članak 10.

ODRŽIVI RAZVOJ

Države članice i/ili njihovi imenovani operatori će prihvatiti i primijeniti proaktivnu strategiju održivog razvoja koja donosi sve pojednosti utjecaja na okoliš, na društvo i na gospodarstvo, na svim razinama poštanske operative i promiču svijest o pitanjima održivog razvoja u okviru područja poštanskih usluga.

Članak 11.

KRŠENJE PRAVILA

1. Poštanske pošiljke

1.1 Države članice se obvezuju poduzeti sve potrebne mjere za sprječavanje niže navedenih radnji te kazneni progon i kažnjavanje počinitelja:

1.1.1 stavljanje narkotika ili psihotropnih supstanci u poštanske pošiljke, kao i stavljanje eksploziva, zapaljivih sredstava ili drugih opasnih supstanci, kada to nije izričito odobreno ovom Konvencijom;

1.1.2 stavljanje u poštanske pošiljke predmeta pedofilske naravi ili predmeta pornografske naravi koji uključuju djecu.

2. Općenito plaćanje poštarine unaprijed i načini samoga plaćanja

2.1 Države članice se obvezuju poduzeti sve potrebne mjere za sprječavanje, kazneni progon i kažnjavanje kršenja pravila u vezi s načinom naplate poštarina unaprijed predviđenih ovom Konvencijom, kao što su:

2.1.1 poštanske marke, u optjecaju ili povučene iz optjecaja;

2.1.2 otisci strojeva za označavanje poštarine plaćene unaprijed;

2.1.3 otisci tiskarskih strojeva ili drugih tiskanih oznaka ili žigova;

2.1.4 međunarodni kuponi za odgovor.

2.2 U ovoj Konvenciji, kršenje pravila u vezi s načinom označavanja poštarina plaćenih unaprijed odnosi se na bilo koju niže navedenu radnju, počinjenu u namjeri stjecanja nezakonite koristi za počinitelja ili treću stranu. Kažnjive su sljedeće radnje:

2.2.1 falsificiranje, oponašanje ili krivotvorenje bilo kojeg načina označavanja naplate poštarine unaprijed, ili svaka nezakonita ili kriminalna radnja povezana s neovlaštenim postupanjem;

2.2.2 korištenje, puštanje u optjecaj, kupoprodaja, razdioba, prijenos, prijevoz, promidžba ili javno oglašavanje, bilo kojeg načina označavanja plaćanja poštarina plaćenih unaprijed koje je falsificirano, oponašano ili krivotvoreno;

2.2.3 uporaba ili puštanje u optjecaj za poštanske potrebe bilo kojeg načina označavanja plaćanja poštarine unaprijed koje je već iskorišteno;

2.2.4 namjera počinjenja bilo kojega od gore navedenih kršenja pravila.

3. Uzajamnost

3.1 Što se tiče sankcija, ne postoji razlika između radnji navedenih za radnje navedene u stavku 2., bez obzira radi li se o nacionalnim ili stranim načinima označavanja oznakama plaćanja poštarine unaprijed; ova odredba ne može biti dijelom bilo kojeg zakonskog ili običajnog uvjeta uzajamnosti.

Članak 12.

OBRADA OSOBNIH PODATAKA

1. Osobni podaci korisnika mogu biti korišteni samo za svrhu za koju su prikupljeni u skladu s važećim nacionalnim zakonodavstvom.
2. Osobni podaci korisnika smiju biti otkriveni samo trećim stranama nadležnim u skladu s važećim nacionalnim zakonodavstvom za pristup tim podacima.
3. Države članice i njihovi imenovani operatori osiguravaju tajnost i sigurnost osobnih podataka korisnika, u skladu sa svojim nacionalnim zakonodavstvom.
4. Imenovani operatori obavješćuju svoje korisnike o korištenju njihovih osobnih podataka kao i o namjeni za koju su prikupljeni.

Drugi dio

PRAVILA KOJA SE PRIMJENJUJU NA PISMOVNE POŠILJKE I POŠTANSKE PAKETE

Poglavlje 1.

PRUŽANJE USLUGA

Članak 13.

OSNOVNE USLUGE

1. Države članice osiguravaju da njihovi imenovani operatori obavljaju prijam, usmjeravanje, prijenos i uručenje pismovnih pošiljaka.
2. Pismovne pošiljke su:
 - 2.1 prioritetne i neprioritetne pismovne pošiljke, do 2 kilograma;
 - 2.2 pisma, dopisnice, tiskanice i mali paketi, do 2 kilograma;
 - 2.3 pošiljke za slijepe, do 7 kilograma;
 - 2.4 posebne vreće koje sadrže novine, časopise, knjige i slične tiskane dokumente za istog primatelja na istoj adresi, nazvane »M vreće«, do 30 kilograma.
3. Pismovne pošiljke se razvrstavaju prema brzini obrade pošiljaka ili prema njihovom sadržaju, u skladu s Pravilnikom o pismovnim pošiljkama.
4. Ograničenja veće mase od onih navedenih u stavku 2. primjenjuju se prema slobodnom izboru na određene kategorije pismovnih pošiljaka, prema uvjetima određenim u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.
5. Uzimajući u obzir stavak 8., države članice također osiguravaju da njihovi imenovani operatori obavljaju prijam, usmjeravanje, prijenos i uručenje poštanskih paketa do 20 kilograma, bilo da je propisano Konvencijom, ili da je, u slučaju paketa koji se otpremaju u inozemstvo prema dvostranom sporazumu, koristeći jedan od načina koji je povoljniji za njihovog korisnika.
6. Ograničenja mase preko 20 kilograma primjenjuju se prema slobodnom izboru na određene kategorije poštanskih paketa, u skladu s uvjetima propisanim u Pravilniku o poštanskim paketima.
7. Svaka država članica čiji imenovani operator ne pruža uslugu prijevoza paketa može odrediti da se odredbe iz ove Konvencije primjenjuju na tvrtke koje pružaju uslugu prijevoza. Istodobno, može ograničiti ovu uslugu prijma i otpreme na pakete koji dolaze iz ili su adresirani na mjesta gdje ove tvrtke pružaju svoju uslugu.
8. Bez obzira na stavak 5., države članice koje nisu prije 1. siječnja 2001. bile članke Sporazuma o poštanskim paketima nisu obvezne pružati uslugu poštanskih paketa.

Članak 14.

RAZVRSTAVANJE POŠTANSKIH POŠILJAKA PREMA NJIHOVOM FORMATU

Unutar klasifikacijskih sustava razvrstavanja iz članka 13. stavka 3., pismovne pošiljke također mogu biti razvrstane prema njihovom formatu, kao mala pisma (P), velika pisma (G) i pisma u velikom broju (E). Granične veličine i mase precizirane su u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.

Članak 15.

DODATNE USLUGE

1. Države članice osiguravaju obvezno pružanje sljedećih dodatnih usluga:
 - 1.1 uslugu preporučenog rukovanja za prioritete i zrakoplovne pismovne pošiljke za inozemstvo;
 - 1.2 uslugu preporučenog rukovanja za sve preporučene pismovne pošiljke iz inozemstva.
2. Države članice ili njihovi imenovani operatori mogu pružiti sljedeće neobvezujuće dodatne poštanske usluge u okviru suradnje među imenovanim operatorima koji pristaju pružiti te usluge:
 - 2.1 usluga slanja pismovnih pošiljaka i paketa s označenom vrijednosti;
 - 2.2 usluga slanja otkupnih pismovnih pošiljaka i paketa;
 - 2.3 usluga žurne dostave za pismovne pošiljke i pakete;
 - 2.4 usluga osobnog uručjenja preporučenih pismovnih pošiljaka i paketa ili s označenom vrijednosti;
 - 2.5 usluga uručjenja pismovnih pošiljaka i paketa oslobođenih od plaćanja poštarine i naknada;
 - 2.6 usluga dostave lomljivih i glomaznih paketa;
 - 2.7 usluga otpremanja većeg broja pošiljaka grupiranih u jednu, koju šalje jedan pošiljatelj u inozemstvo (consignment);
 - 2.8 usluga povrata trgovačke robe koja uključuje povrat robe od primatelja izvornom pošiljatelju uz odobrenje primatelja.
3. Sljedeće tri dodatne usluge sadrže obvezujući i neobvezujući dio:
 - 3.1 usluga međunarodne pošiljke s plaćenim odgovorom CCRI (IBRS), je u osnovi neobvezujuća; sve države članice ili njihovi imenovani operatori, međutim, obvezni su osigurati uslugu vraćanja za CCRI (IBRS) pošiljke;
 - 3.2 usluga međunarodnih kupona za odgovor koji su zamjenjivi u svakoj državi članici; međutim, njihova prodaja je neobvezujuća;
 - 3.3 povratnica za preporučene pismovne pošiljke, pakete i pošiljke s označenom vrijednosti; sve države članice ili njihovi imenovani operatori obvezni su primati povratnice koje dolaze iz inozemstva; međutim, pružanje ovih usluga za odlazne međunarodne pošiljke nije obvezujuće.
4. Ove usluge i njihove naknade opisane su u pravilnicima.
5. Kada se za niže navedene sastavne dijelove usluga naplaćuju posebne naknade u nacionalnom prometu, imenovani operatori su ovlašteni naplatiti iste naknade i za međunarodne pošiljke, prema uvjetima određenim u pravilnicima:
 - 5.1 uručjenje malih paketa mase iznad 500 grama;
 - 5.2 pismovne pošiljke predane nakon isteka vremena za prijem;
 - 5.3 pošiljke predane izvan redovnog radnog vremena šaltera;
 - 5.4 prikupljanje pošiljaka na adresi pošiljatelja;
 - 5.5 povlačenje pismovnih pošiljaka izvan redovitog radnog vremena šaltera;
 - 5.6 poste restante;
 - 5.7 skladištenje pismovnih pošiljaka mase iznad 500 grama kao i paketa;
 - 5.8 uručjenje paketa, na temelju obavijesti o prispjeću pošiljke;
 - 5.9 pokrivanje rizika više sile.

Članak 16.

EMS I INTEGRIRANA LOGISTIKA

1. Države članice ili imenovani operatori mogu se međusobno dogovoriti da sudjeluju u obavljanju niže navedenih usluga koje su opisane u pravilnicima:
 - 1.1 EMS, poštanska žurna usluga za dokumente i trgovačku robu i koja predstavlja, koliko god je moguće, najbržu poštansku uslugu u fizičkom obliku. Ovu se uslugu može pružiti na temelju standardnog (EMS) mnogostranog ili dvostranog sporazuma o poštanskoj žurnoj usluzi;
 - 1.2 usluga integrirane logistike, koja u potpunosti odgovara potrebama korisnika u pitanjima logistike i uključuje faze prije i poslije fizičkog prijenosa trgovačke robe i dokumenata.

Članak 17.

ELEKTRONIČKE POŠTANSKE USLUGE

1. Države članice ili imenovani operatori mogu se međusobno dogovoriti da sudjeluju u niže navedenim elektroničkim poštanskim uslugama, opisanim u pravilnicima:

1.1 elektronička pošta je elektronička poštanska usluga koju imenovani operatori koriste za prijenos poruka i podataka elektroničkim putem;

1.2 preporučena elektronička pošta je osigurana elektronička poštanska usluga koja pruža dokaz o otpremi i dokaz o uručanju elektroničke poruke, koristeći zaštićeni komunikacijski kanal za korisnike provjerenog identiteta;

1.3 elektronička poštanska potvrda pruža jasan dokaz o nekom elektroničkom događaju, u određenom obliku, u određenom vremenu i koja uključuje jednu ili više strana;

1.4 elektronički poštanski kovčević je usluga koja omogućuje slanje elektroničkih poruka od pošiljatelja provjerenog identiteta kao i uručenje i pohranu elektroničkih poruka i obavijesti za primatelja provjerenog identiteta.

Članak 18.

NEDOPUŠTENE POŠILJKE. ZABRANE

1. Općenito

1.1 Pošiljke koje ne udovoljavaju uvjetima propisanim u Konvenciji i pravilnicima, ne prihvaćaju se. Pošiljke poslone s ciljem izvršenja kaznenog djela ili s namjerom da se izbjegne cjelovito plaćanje odgovarajućih naknada, ne prihvaćaju se.

1.2 Iznimke od zabrana iz ovoga članka navedene su u pravilnicima.

1.3 Sve države članice ili njihovi imenovani operatori imaju mogućnost proširenja zabrana navedenih u ovome članku, te postaju primjenjive odmah po uvrštenju u popis odgovarajućeg priručnika.

2. Zabrane u svim kategorijama pošiljaka

2.1 Zabranjeno je stavljati niže navedene predmete u sve vrste pošiljaka:

2.1.1 droge i psihotropne tvari, prema odredbama Međunarodnog odbora za kontrolu narkotika (OICS), ili druge nedopuštene droge koje su zabranjene u državi odredišta;

2.1.2 nemoralne i opscene predmete;

2.1.3 krivotvorene ili piratske predmete;

2.1.4 druge predmete čiji je uvoz ili optjecaj zabranjen u državi odredišta;

2.1.5 predmete, koji svojom prirodom ili pakiranjem mogu predstavljati opasnost za službene osobe ili javnost općenito, ili uprljati ili oštetiti druge pošiljke, poštansku opremu ili dobra u vlasništvu treće strane;

2.1.6 dokumenti koji imaju značaj aktualne ili osobne prepiske između osoba koje nisu pošiljatelj i primatelj ili osobe koje žive s njima.

3. Eksplozivne, zapaljive ili radioaktivne tvari i opasna roba

3.1 Stavljanje eksplozivne, zapaljive ili druge opasne robe kao što su radioaktivne tvari zabranjeno je za sve kategorije pošiljaka.

3.2 Stavljanje eksplozivnih naprava i inertnog vojnog materijala, uključujući inertne granate, inertne projektele i druge slične predmete, kao i replike takvih naprava i predmeta, zabranjeno je u svim kategorijama pošiljaka.

3.3 Iznimno, opasna trgovačka roba, izričito navedena u pravilnicima kao dopuštena, prihvaća se.

4. Žive životinje

4.1. Žive životinje su zabranjene za sve kategorije pošiljaka.

4.2 Iznimno, niže navedene životinje je dopušteno slati u pismovnim pošiljkama, osim u pošiljkama s označenom vrijednosti:

4.2.1 pčele, pijavice i dudov svilac;

4.2.2 parazite i uništavatelje štetnih insekata namijenjene za kontrolu ovih insekata i razmjenu između službeno priznatih institucija;

4.2.3 muhe iz obitelji *Drosophilidae* koje se koriste za biomedicinska istraživanja u razmjeni između službeno priznatih institucija.

4.3 Iznimno, slanje u paketima dopušteno je za niže navedene životinje:

4.3.1 žive životinje čiji je prijevoz poštom dozvoljen prema poštanskim propisima i/ili nacionalnim zakonodavstvom zainteresiranih država.

5. Stavljanje prepiske u pakete

5.1 Zabranjeno je stavljanje u poštanske pakete niže navedenog:

5.1.1 prepiske, uz iznimku arhivskog materijala, u razmjeni između osoba koje nisu ni pošiljatelj ni primatelj

nit i osobe koje s njima žive.

6. Kovanice, novčanice i drugi dragocjeni predmeti

6.1 Zabranjeno je slati kovanice, novčanice, devize ili bilo kakve vrijednosnice plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete:

6.1.1 u običnim pismovnim pošiljkama bez označene vrijednosti;

6.1.1.1 međutim, ako nacionalno zakonodavstvo države podrijetla i odredišta to dopušta, takvi se predmeti mogu slati u zatvorenim omotnicama kao preporučene pošiljke;

6.1.2 u običnim paketima bez označene vrijednosti; osim ako nacionalno zakonodavstvo države podrijetla i odredišta to dopušta;

6.1.3 u običnim paketima bez označene vrijednosti u razmjeni između dviju država koje prihvaćaju pakete s označenom vrijednosti;

6.1.3.1 osim toga, svaka država članica ili imenovani operator može zabraniti slanje zlatnih poluga u običnim paketima ili paketima s označenom vrijednosti, podrijetlom iz ili adresiranih u njihovo državno područje ili u otvorenom tranzitu preko svoga državnog područja; one mogu ograničiti stvarnu vrijednost takvih pošiljaka.

7. Tiskanice i pošiljke za slijepe

7.1 Tiskanice i pošiljke za slijepe ne smiju sadržavati nikakvu naznaku niti sadržavati nikakav element koji ima značaj osobne prepiske.

7.2 Ne mogu sadržavati nikakvu poštansku marku, bilo kakav oblik unaprijed plaćene poštarine, poništene ili neponištene, niti bilo kakav papir koji predstavlja novčanu vrijednost, osim u slučajevima kada pošiljka sadrži kao prilog kartu, omotnicu ili omot čije je vraćanje unaprijed plaćeno i koji sadrži adresu pošiljatelja pošiljke ili njegovog zastupnika u državi otpreme ili odredišta izvorne pošiljke.

8. Postupanje s nedopuštenim pošiljkama

8.1 Postupanje s nedopuštenim pošiljkama određeno je u pravilnicima. Međutim, pošiljke koje sadržavaju predmete navedene u točkama 2.1.1 i 2.1.2 i podstavcima 3.1 i 3.2 ne smiju ni u kojem slučaju biti otpremljene na njihovo odredište, uručene primateljima ili vraćene u državu podrijetla. U slučaju kada se u tranzitu otkriju predmeti navedeni u točki 2.1.1 i podstavcima 3.1 i 3.2, s takvim se predmetima postupa u skladu s nacionalnim propisima države tranzita.

Članak 19.

POTRAŽNICE

1. Svaki imenovani operator obavezan je prihvatiti potražnice za pakete i preporučene pošiljke ili pošiljke s označenom vrijednosti koje je sam otpremio ili za one od svih drugih imenovanih operatora, pod uvjetom da su potražnice predočene u razdoblju od šest mjeseci od sljedećeg dana nakon predaje pošiljke na otpremu. Potražnice se šalju prioritetnom preporučenom pošiljkom, žurnom (EMS) ili elektroničkom poštom. Razdoblje od šest mjeseci podrazumijeva odnos između podnositelja potražnice i imenovanog operatora te ne uključuje prijenos potražnica između dvaju imenovanih operatora.

2. Potražnice se prihvaćaju u skladu s uvjetima navedenim u pravilnicima.

3. Postupanje s potražnicama se ne naplaćuje. Međutim, dodatni troškovi u slučaju zahtjeva za žurnu (EMS) otpremu su, u pravilu, na teret osobe koja je zahtjev podnijela.

Članak 20.

CARINSKI PREGLED. NAKNADA ZA OBAVLJANJE CARINJENJA I DRUGI TROŠKOVI

1. Imenovani operatori država podrijetla i odredišta ovlašteni su predati pošiljke na carinski pregled, u skladu s nacionalnim zakonodavstvom predmetnih država.

2. Pošiljke predane na carinski pregled mogu biti terećene, s naslova poštanskog postupanja, naknadom za podnošenje na carinski pregled, čiji je iznos određen preporukama pravilnika. Ova naknada se naplaćuje isključivo za pošiljke podnesene na carinjenje i koje su opterećene carinskim dugom ili terećene nekom drugom naknadom iste naravi.

3. Imenovani operatori koji su dobili dopuštenje obavljati carinski postupak u ime korisnika, bilo da je u njegovo ime ili u ime imenovanog operatora države odredišta, imaju pravo od korisnika naplatiti naknadu na temelju stvarnih troškova postupka. Ova se naknada može naplatiti za sve pošiljke prijavljene carini u skladu s nacionalnim zakonodavstvom, uključujući i one izuzete od plaćanja carine. Korisnici moraju biti unaprijed jasno obaviješteni o odgovarajućoj naknadi.

4. Imenovani operatori ovlašteni su naplatiti od pošiljatelja ili primatelja pošiljaka, ovisno o slučaju, naknadu za carinu i sve druge moguće troškove.

Članak 21.

RAZMJENA IZRAVNIH ZAKLJUČAKA S VOJNIM POSTROJBAMA

1. Razmjena izravnih zaključaka pismovnih pošiljaka može se obavljati posredstvom kopnenih, pomorskih ili zrakoplovnih službi drugih država:

1.1 između poštanskih ureda bilo koje države članice i zapovjednih časnika vojnih postrojba stavljenih na raspolaganje Ujedinjenim narodima;

1.2 između zapovjednih časnika ovih vojnih postrojba;

1.3 između poštanskih ureda bilo koje države članice i zapovjednih časnika pomorskih, zračnih ili vojnih postrojba, ratnih brodova ili vojnih zrakoplova iste države, stacioniranih u inozemstvu;

1.4 između zapovjednih časnika pomorskih, zrakoplovnih ili vojnih postrojba, ratnih brodova ili vojnih zrakoplova iste države.

2. Pismovne pošiljke uključene u izravne zaključke navedene u stavku 1. moraju biti isključivo naslovljene na ili poslone od pripadnika vojnih postrojba ili časnika i od posade brodova ili zrakoplova za koje ili od kojih su poslone. Poštarinu i uvjete otpreme koji se na njih primjenjuju, određuje, prema svojim propisima, imenovani operator države članice koja je stavila na raspolaganje vojnu postrojbu ili kojoj brodovi ili zrakoplovi pripadaju.

3. Osim u slučaju posebnog sporazuma, imenovani operator države članice koja je stavila na raspolaganje vojnu postrojbu ili kojoj ratni brodovi ili vojni zrakoplovi pripadaju, duguje predmetnim imenovanim operatorima naknade za tranzit zaključaka, terminalne naknade i naknade za zrakoplovni prijevoz.

Članak 22.

NORME I CILJEVI KAKVOĆE USLUGE

1. Države članice ili njihovi imenovani operatori dužni su utvrditi i objaviti norme uručenja i ciljeve po pitanjima dolaznih pismovnih pošiljaka i paketa.

2. Ove norme i ciljevi, uvećani za vrijeme uobičajeno potrebno za carinski postupak, ne smiju biti manje povoljni od onih koji se primjenjuju za iste pošiljke u nacionalnom domaćem prometu.

3. Države članice ili njihovi imenovani operatori podrijetla utvrđuju i objavljuju norme s kraja na kraj za prioritete i zrakoplovne pismovne pošiljke, kao i za pakete i obične/površinske pakete.

4. Države članice ili njihovi imenovani operatori prate primjenu norma kakvoće usluge.

Poglavlje 2.

ODGOVORNOST

Članak 23.

ODGOVORNOST IMENOVANIH OPERATORA. ODŠTETE

1. Općenito

1.1 Osim u slučajevima predviđenim u članku 24., imenovani operatori odgovorni su za:

1.1.1 gubitak, umanjene sadržaja ili oštećenje preporučenih pošiljaka, običnih paketa i pošiljaka s označenom vrijednosti;

1.1.2 povrat preporučenih pošiljaka, pošiljaka s označenom vrijednosti i običnih paketa za koje nije dan razlog neuručenja.

1.2 Imenovani operatori nisu odgovorni za pošiljke koje nisu navedene u točkama 1.1.1 i 1.1.2.

1.3 U svim ostalim slučajevima koji nisu predviđeni ovom Konvencijom, imenovani operatori ne smatraju se odgovornima.

1.4 Ako je gubitak ili potpuno uništenje preporučenih pošiljaka, običnih paketa i pošiljaka s označenom vrijednosti, nastao uslijed više sile za koju se ne plaća obeštećenje, pošiljatelj ima pravo na povrat naknade koju je platio kod predaje za slanje predmetne pošiljke, osim naknade za osiguranje.

1.5 Iznos odštete ne smije prijeći iznose navedene u Pravilniku o pismovnim pošiljkama i Pravilniku o poštanskim paketima.

1.6 U slučaju odgovornosti, posljedični gubitak ili izmakla dobit ili moralna šteta ne uzimaju se u obzir kod isplate odštete.

1.7 Sve odredbe vezane uz odgovornost imenovanih operatora su stroge, obvezujuće i potpune. Imenovani operatori ni u kojem slučaju, pa čak ni u slučaju velikih grešaka, nisu odgovorni iznad granica postavljenih ovom Konvencijom i pravilnicima.

2. Preporučene pošiljke

2.1 Ako je preporučena pošiljka izgubljena, potpuno umanjena sadržaj ili potpuno oštećena, pošiljatelj ima pravo na odštetu kako je utvrđeno Pravilnikom o pismovnim pošiljkama. Ako pošiljatelj zatraži iznos koji je manji od utvrđenog u Pravilniku o pismovnim pošiljkama, imenovani operatori mogu isplatiti taj niži iznos i primiti povrat iznosa po toj osnovi od bilo kojeg drugog uključenog imenovanog operatora.

2.2 Ako je preporučenoj pošiljci djelomično umanjen sadržaj ili je djelomično oštećena, pošiljatelj ima pravo na odštetu koja, u pravilu, odgovara stvarnoj vrijednosti umanjenog ili oštećenog dijela pošiljke.

3. Obični paketi

3.1 Ako je paket izgubljen, potpuno mu je umanjen sadržaj ili je potpuno oštećen, pošiljatelj ima pravo na odštetu kako je utvrđeno Pravilnikom o poštanskim paketima. Kada pošiljatelj zahtijeva niži iznos od onog određenog u Pravilniku o poštanskim paketima, imenovani operator može isplatiti niži iznos i primiti povrat iznosa po toj osnovi od bilo kojeg imenovanog operatora koji je u to uključen.

3.2 Ako je paketu djelomično umanjen sadržaj ili je djelomično oštećen, pošiljatelj ima pravo na odštetu koja, u pravilu, odgovara visini stvarne vrijednosti umanjenog sadržaja ili uništenog dijela paketa.

3.3 Imenovani operatori se mogu sporazumjeti da u svojim uzajamnim odnosima primjenjuju iznos po paketu utvrđen u Pravilniku o poštanskim paketima, ne uzimajući u obzir masu paketa.

4. Pošiljke s označenom vrijednosti

4.1 Ako je pošiljka s označenom vrijednosti izgubljena, potpuno joj umanjen sadržaj ili je potpuno oštećena, pošiljatelj ima pravo na odštetu koja odgovara, u načelu, iznosu označene vrijednosti u DTS-ima.

4.2 Ako je pošiljci s označenom vrijednosti djelomično umanjen sadržaj ili je djelomično oštećena, pošiljatelj ima pravo na odštetu koja, u pravilu, odgovara stvarnoj vrijednosti umanjenog ili oštećenog dijela pošiljke. Ona ne može, međutim, ni u kojem slučaju biti veća od iznosa označene vrijednosti u DTS-ima.

5. Ako je preporučena ili pismovna pošiljka s označenom vrijednosti vraćena, a razlog neuručjenja nije naveden, pošiljatelj ima pravo samo na povrat dijela poštarine koji predstavlja trošak slanja pošiljke.

6. Ako je paket vraćen, a razlog neuručjenja nije naveden, pošiljatelj ima pravo na povrat poštarine koju je platio u državi podrijetla i povrat troškova nastalih zbog vraćanja paketa iz države odredišta.

7. U slučajevima navedenim u stavcima 2., 3. i 4., odšteta se izračunava u skladu s važećim cijenama predmeta ili trgovačke robe iste vrste u isto vrijeme i na istom mjestu kada i gdje je pošiljka preuzeta za slanje, preračunanima u DTS jedinice. U nemogućnosti određivanja važeće cijene, odšteta se izračunava prema uobičajenoj vrijednosti predmeta ili trgovačke robe procijenjene prema istim osnovama.

8. Kada se odšteta daje za gubitak, potpuno umanjenje sadržaja ili potpuno oštećenje preporučene pošiljke, običnog paketa ili pošiljke s označenom vrijednosti, pošiljatelj ili primatelj, ovisno o slučaju, ima također pravo na povrat poštarine i naknada plaćenih za slanje pošiljke, osim na povrat dijela poštarine za preporuku ili trošak osiguranja. Isto se primjenjuje na preporučene pošiljke, obične pakete, ili pošiljke s označenom vrijednosti koje je primatelj odbio primiti zbog njihovog lošeg stanja, a koje se pripisuje poštanskoj službi i uključuje njezinu odgovornost.

9. Protivno odredbama utvrđenim u stavcima 2., 3. i 4., primatelj ima pravo na odštetu za umanjeni sadržaj, oštećenu ili izgubljenu preporučenu pošiljku, običan paket ili pošiljku s označenom vrijednosti, ako se pošiljatelj pisanim putem odrekne svojih prava u korist primatelja. Ovo odreknuće nije potrebno u slučajevima kada su pošiljatelj i primatelj ista osoba.

10. Imenovani operator države podrijetla ima mogućnost isplatiti pošiljatelju u svojoj državi odštetu propisanu nacionalnim zakonodavstvom za preporučene pošiljke i obične pakete, pod uvjetom da ta odšteta nije manja od onih određenih u podstavcima 2.1 i 3.1. Isto se primjenjuje za određeni imenovanog operatora kada se odšteta isplaćuje primatelju. Međutim, i dalje se primjenjuju iznosi navedeni u podstavcima 2.1 i 3.1:

10.1 u slučaju žalbe protiv odgovornog imenovanog operatora;

10.2 ako se pošiljatelj odrekao svojih prava u korist primatelja.

11. Nisu primjenjive rezerve vezane uz prekoračenje rokova za potražnice i isplatu odštete imenovanom operatoru, uključujući razdoblja i uvjete propisane pravilnicima, osim u slučaju dvostranog sporazuma.

Članak 24.

NEPOSTOJANJE ODGOVORNOSTI DRŽAVA ČLANICA I IMENOVANIH OPERATORA

1. Imenovani operatori prestaju biti odgovorni za preporučene pošiljke, pakete i pošiljke s označenom vrijednosti koje su uručili prema uvjetima propisanim u svojim propisima za pošiljke iste vrste. Odgovornost, međutim, i dalje postoji:

1.1 ako se umanjenje sadržaja ili oštećenje otkriju prije ili tijekom uručjenja pošiljke;

1.2 ako, kada to dopuštaju nacionalni propisi, primatelj, u slučaju vraćanja pošiljke na polazište, stavi primjedbe tijekom uručjenja pošiljke umanjenog sadržaja ili njezinog oštećenja;

1.3 ako je, kada to dopuštaju nacionalni propisi, preporučena pošiljka ubačena u kućni poštanski kovčez, a primatelj izjavi da nije primio pošiljku;

1.4 ako primatelj ili, u slučaju vraćanja pošiljke na polazište, pošiljatelj paketa ili pošiljke s označenom vrijednosti, bez obzira na propisno potvrđeno uručenje, stavi primjedbu bez odgode imenovanom operatoru koji je obavio uručenje, da je ustanovio umanjene sadržaja ili oštećenje pošiljke. On podnosi dokaz da takvo umanjene sadržaja ili oštećenje nisu nastali nakon uručenja. Pojam »bez odgode« tumači se prema nacionalnom zakonodavstvu.

2. Države članice i imenovani operatori ne snose odgovornost u sljedećim slučajevima:

2.1 u slučaju više sile, uzimajući u obzir odredbe članka 15. podstavka 5.9;

2.2 ako, u slučaju da drukčije nije moguće utvrditi dokaz njihove odgovornosti, nije moguće očitati službenu dokumentaciju jer je uništena uslijed više sile;

2.3 ako je šteta nastala greškom ili zbog nemara pošiljatelja ili je proizašla iz vrste sadržaja;

2.4 ako se radi o pošiljkama koje su obuhvaćene zabranama propisanim u članku 18.;

2.5 u slučaju zapljene, na temelju zakonodavstva određene države, prema obavijesti države članice ili imenovanog operatora te države;

2.6 ako se radi o pošiljkama s označenom vrijednosti na kojima je lažno navedena veća vrijednost od stvarne vrijednosti sadržaja;

2.7 ako pošiljatelj nije sačinio potražnicu u roku od šest mjeseci računajući od dana koji slijedi nakon predaje pošiljke;

2.8 ako se radi o paketima ratnih zarobljenika i civilnih zatočenika;

2.9 ako se sumnja da pošiljatelj postupi s namjerom prijevare, u cilju dobivanja odštete.

3. Države članice i imenovani operatori ne preuzimaju nikakvu odgovornost za carinska izvješća, bez obzira u kojem su obliku sastavljena, kao ni za odluke carine donesene prilikom podnošenja pošiljaka na carinski pregled.

Članak 25.

ODGOVORNOST POŠILJATELJA

1. Pošiljatelj pošiljke odgovoran je za tjelesne ozljede prouzročene poštanskim radnicima i za sve štete prouzročene drugim pošiljkama i poštanskoj opremi zbog otpreme sadržaja nedopuštenih za prijenos ili nepoštivanja uvjeta za prijem pošiljaka.

2. U slučaju oštećenja drugih pošiljaka, pošiljatelj je odgovoran uz ista ograničenja kao imenovani operatori.

3. Pošiljatelj ostaje odgovoran čak i ako je poštanski ured prihvatio takvu pošiljku.

4. S druge strane, kada su uvjeti za prijem pošiljaka ispunjeni od strane pošiljatelja, on nije odgovoran, u mjeri u kojoj je došlo do greške ili nemara od strane imenovanih operatora ili prijevoznika u postupanju pošiljkama nakon njihova preuzimanja.

Članak 26.

NAKNADA ŠTETE

1. Podložno pravu žalbe protiv odgovornog imenovanog operatora, obveza plaćanja odštete i nadoknade poštarine i naknada je dužnost, ovisno o slučaju, bilo imenovanog operatora države podrijetla ili imenovanog operatora države odredišta.

2. Pošiljatelj može odustati od svojeg prava na odštetu u korist primatelja. U slučaju odustanka, pošiljatelj ili primatelj može ovladati treću stranu da preuzme odštetu, ako nacionalno zakonodavstvo to dopušta.

Članak 27.

MOGUĆNOST POVRATA ODŠTETE OD POŠILJATELJA ILI PRIMATELJA

1. Ako je, nakon isplate odštete, preporučena pošiljka, paket ili pošiljka s označenom vrijednosti ili dio njihovog sadržaja koji su se prethodno smatrali izgubljenim, pronađeno, obavijesti se pošiljatelja ili primatelja, ovisno o slučaju, da pošiljku može preuzeti u roku od tri mjeseca uz povrat iznosa isplaćene odštete. Istovremeno ih se pita kome pošiljka treba biti uručena. U slučaju odbijanja ili izostanka odgovora u propisanom roku, isti se postupak ponavlja prema primatelju ili pošiljatelju, ovisno o slučaju, pružajući toj osobi istovjetan rok za odgovor.

2. Ako pošiljatelj i primatelj odbiju preuzeti pošiljku ili ne odgovore u vremenskom razdoblju određenom u stavku 1., pošiljka postaje vlasništvo imenovanog operatora ili, kada ima razloga, imenovanih operatora koji su pretrpjeli štetu.

3. U slučaju naknadnog pronalaska pošiljke s označenom vrijednosti za čiji se sadržaj utvrdi da je niže vrijednosti od plaćene odštete, pošiljatelj ili primatelj, ovisno o slučaju, dužan je vratiti iznos obeštećenja uz uručenje pošiljke, bez utjecaja na posljedice proizašle zbog lažnog označavanja vrijednosti.

Poglavlje 3.

ODREDBE KOJE SE POSEBNO ODNOSI NA PISMOVNE POŠILJKE

Članak 28.

PREDAJA PISMOVNIH POŠILJAKA NA OTPREMU U INOZEMSTVU

1. Imenovani operator nije dužan otpremiti ili uručiti primateljima pismovne pošiljke koje su pošiljatelji, nastanjeni na državnom području države članice, predali na otpremu ili prosljedili na otpremu u drugoj državi, s ciljem korištenja povoljnijih cijena koje su tamo u primjeni.
2. Odredbe predviđene u stavku 1. primjenjuju se podjednako na pismovne pošiljke pripremljene u državi u kojoj pošiljatelj prebiva, a zatim prenesene preko granice, kao i na pismovne pošiljke pripremljene u drugoj državi.
3. Imenovani operator odredišta ima pravo zahtijevati od pošiljatelja i, ako to ne uspije, od određenog davatelja podrijetla, plaćanje unutarnjih naknada. Ako niti pošiljatelj niti imenovani operator podrijetla ne prihvaćaju plaćanje ove poštarine u roku koji je odredio imenovani operator odredišta, potomji može vratiti pošiljke imenovanom operatoru podrijetla imajući pravo na nadoknadu troškova preusmjeravanja pošiljaka ili s pošiljkama postupiti prema nacionalnom zakonodavstvu.
4. Imenovani operator nije dužan otpremiti ili uručiti primatelju pismovne pošiljke koje je pošiljatelj u velikom broju predao na otpremu ili prosljedio na otpremu iz države različite od one u kojoj ima prebivalište, ako je iznos terminalne naknade koju treba primiti, niži od iznosa koji bi primio da su pošiljke bile poslone iz države u kojoj pošiljatelj prebiva. Imenovani operator odredišta ima pravo tražiti od imenovanog operatora podrijetla nadoknadu ovisno od nastalih troškova, a koja ne smije biti veća od sljedeća dva iznosa: ili od 80% unutarnje poštarine za istovjetne pošiljke ili od naknada koje se primjenjuju u skladu s člankom 30. stavcima 5. do 9., stavcima 10. do 11. ili člankom 31. stavkom 8., ovisno o slučaju. Ako imenovani operator podrijetla ne pristane platiti zatraženi iznos u roku koji je odredio imenovani operator odredišta, ovaj može ili vratiti pošiljku imenovanom operatoru podrijetla imajući pravo na naknadu troškova preusmjeravanja pošiljaka, ili može s njima postupiti u skladu sa svojim nacionalnim zakonodavstvom.

Treći dio

OBRAČUN

Poglavlje 1.

ODREDBE KOJE SE POSEBNO ODNOSI NA PISMOVNE POŠILJKE

Članak 29.

Terminalne naknade. Opće odredbe

1. Podložno izuzećima propisanim u odredbama pravilnika, svaki imenovani operator koji primi pismovne pošiljke od drugog imenovanog operatora, ima pravo naplatiti od imenovanog operatora podrijetla naknadu za troškove nastale prispjecom međunarodnih pošiljaka.
2. Što se tiče primjene odredaba vezanih uz terminalne naknade od strane imenovanih operatora, države članice i područja svrstani su u skladu s popisom koji je u tu svrhu sastavio Kongres u svojoj rezoluciji C 77/2012, kako slijedi:
 - 2.1 države i područja u ciljnom sustavu prije 2010.;
 - 2.2 države i područja u ciljnom sustavu od 2010. i 2012.;
 - 2.3 države i područja u ciljnom sustavu od 2014. (nove države u ciljnom sustavu);
 - 2.4 države i područja u prijelaznom sustavu.
3. Odredbe ove Konvencije, vezane uz plaćanje terminalnih naknada, prijelaznog su značaja do usvajanja sustava naplate posebno određenog za svaku pojedinu državu na kraju prijelaznog razdoblja.
4. Pristup unutarnjim uslugama. Izravni pristup
 - 4.1 U načelu, svaki imenovani operator država koja je bila u ciljnom sustavu prije 2010. omogućuje drugim imenovanim operatorima paket cijena, rokove i uvjete koje nudi u unutarnjem prometu, pod istim uvjetima kao i svojim nacionalnim korisnicima. Imenovani operator odredišta sam odlučuje je li imenovani operator države podrijetla ispunio odredbe i uvjete izravnog pristupa.
 - 4.2 Imenovani operatori država u ciljnom sustavu prije 2010. čine dostupnim drugim imenovanim operatorima država koje su bile u ciljnom sustavu prije 2010. sve cijene, rokove i uvjete koje nude u okviru svojih usluga u unutarnjem prometu, pod istim okolnostima kao svojim domaćim korisnicima.
 - 4.3 Imenovani operatori država koje su se pridružile ciljnom sustavu od 2010. mogu ipak odlučiti da učine dostupnim jednom ograničenom broju imenovanih operatora uvjete ponuđene u okviru svoga unutarnjeg prometa, na temelju uzajamnosti, tijekom probnog razdoblja od dvije godine. Nakon tog razdoblja, moraju

odabrati između dvije opcije: hoće li obustaviti primjenu uvjeta ponuđenih u okviru svoga unutarnjeg prometa ili će na isti način nastaviti i svoje unutarnje uvjete omogućiti svim imenovanim operatorima. Međutim, ako imenovani operatori država koje su se pridružile ciljnom sustavu od 2010. zatraže od imenovanih operatora država koje su bile u sustavu prije 2010. da im se omogući primjena uvjeta iz unutarnjeg prometa, oni su dužni svim imenovanim operatorima omogućiti sve cijene, rokove i uvjete koje nude u okviru svojih usluga u unutarnjem prometu, pod istim okolnostima kao svojim nacionalnim korisnicima.

4.4. Imenovani operatori država u prijelaznom razdoblju sustava mogu odlučiti da ne omoguće drugim imenovanim operatorima primjenu uvjeta ponuđenih u okviru svog unutarnjeg prometa. Mogu ipak odlučiti da ograničenom broju imenovanih operatora omoguće primjenu uvjeta ponuđenih u okviru svog unutarnjeg prometa, na temelju uzajamnosti, tijekom probnog razdoblja od dvije godine. Nakon tog razdoblja, moraju odabrati između dvije opcije: hoće li obustaviti primjenu uvjeta ponuđenih u okviru svoga unutarnjeg prometa ili će na isti način nastaviti i svoje unutarnje uvjete omogućiti svim imenovanim operatorima.

5. Obračun terminalnih naknada se temelji na ostvarenoj kakvoći usluga u državi odredišta. Vijeće za poštansku operativu je, slijedom toga ovlašteno dodavati nagrade iznosima naknada navedenim u člancima 30. i 31. radi poticanja na sudjelovanje u sustavu praćenja i nagrađivanja imenovanih operatora za postignuće zadanih ciljeva kakvoće. Vijeće za poštansku operativu može također odrediti kazne u slučaju nedovoljne kakvoće, ali naknada imenovanim operatorima ne smije biti manja od minimalne naknade navedene u člancima 30. i 31.

6. Svaki se imenovani operator može, u cijelosti ili djelomično, odreći prava naplate potraživanja predviđenih u stavku 1.

7. M vreće koje teže manje od 5 kilograma, za potrebe plaćanja terminalne naknade, smatraju se kao da teže 5 kilograma. Iznosi terminalnih naknada koje se primjenjuju za M vreće su:

7.1 za 2014.: 0,815 DTS po kilogramu;

7.2 za 2015.: 0,838 DTS po kilogramu;

7.3 za 2016.: 0,861 DTS po kilogramu;

7.4 za 2017.: 0,885 DTS po kilogramu.

8. Za preporučene pošiljke plaća se dodatna naknada od 0,617 DTS po pošiljci za 2014., 0,634 DTS po pošiljci za 2015., 0,652 DTS po pošiljci za 2016. i 0,670 DTS za 2017. Za pošiljke s označenom vrijednosti naplaćuje se dodatnih 1,234 DTS po pošiljci za 2014., 1,269 DTS po pošiljci za 2015., 1,305 DTS po pošiljci za 2016., 1,342 DTS po pošiljci za 2017. Vijeće za poštansku operativu ovlašteno je dopunjavati iznose naknada za ove usluge i druge dodatne usluge, ako pružene usluge sadrže dodatna svojstva navedena u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.

9. Ako nije drukčije dogovoreno dvostranim sporazumom, predviđena je dodatna naknada od 0,5 DTS po pošiljci za preporučene pošiljke i pošiljke s označenom vrijednosti koje nemaju barkodni identifikator ili koje imaju barkodni identifikator koji nije usklađen s Tehničkom normom S10 Svjetske poštanske unije.

10. Za potrebe plaćanja terminalnih naknada, pismovne pošiljke poslone kao pošta u velikom broju od istog pošiljatelja u istom zaključku ili u odvojenim zaključcima, u skladu s uvjetima određenim u Pravilniku o pismovnim pošiljkama, označuju se kao »pošta u velikom broju« i naplaćuju se naknade prema odredbama članaka 30. i 31.

11. Svaki imenovani operator može na temelju dvostranih ili mnogostranih sporazuma, primijeniti druge sustave plaćanja za namiru obračuna s naslova terminalnih naknada.

12. Imenovani operatori mogu po izboru, razmjenjivati neprioritetnu poštu primjenom popusta od 10% na iznos terminalne naknade za prioritetnu poštu.

13. Odredbe koje se primjenjuju između imenovanih operatora država u ciljnom sustavu vrijede za svakog imenovanog operatora države u prijelaznom sustavu koja objavi da želi pristupiti ciljnom sustavu. Vijeće za poštansku operativu može utvrditi prijelazne mjere u Pravilniku o pismovnim pošiljkama. Potpune odredbe ciljnog sustava mogu se primijeniti na bilo kojeg novog ciljnog imenovanog operatora koji objavi da želi primjenjivati takve potpune odredbe bez prijelaznih mjera.

Članak 30.

TERMINALNE NAKNADE. ODREDBE KOJE SE PRIMJENJUJU NA POŠTANSKE TIJEKOVE IZMEĐU IMENOVANIH OPERATORA DRŽAVA U CILJNOM SUSTAVU

1. Naknade za pismovne pošiljke, uključujući pošiljke u velikom broju, osim za M vreće i CCRI (IBRS) pošiljke, utvrđuju se na temelju primjene cijene po pošiljci i po kilogramu, što odražava troškove obrade u državi odredišta. Cijene koje se primjenjuju u unutarnjem prometu u okviru univerzalne usluge služe za izračun iznosa terminalnih naknada.

2. Iznosi terminalnih naknada u ciljnom sustavu računaju se uzimajući u obzir razvrstavanje pošiljaka po njihovoj veličini (formatu), kao što je određeno člankom 14., ako se to u unutarnjoj usluzi primjenjuje.

3. Imenovani operatori u ciljnom sustavu razmjenjuju pošiljke razvrstane prema formatu u skladu s uvjetima određenima u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.

4. Plaćanje za CCRI (IBRS) pošiljke obavlja se kako je propisano u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.

5. Iznosi po pošiljci i po kilogramu izračunavaju se na temelju 70% troškova za malu pismovnu pošiljku od 20 grama (P), i za veliku pismovnu pošiljku od 175 grama (G), bez PDV-a i drugih naknada.
6. Vijeće za poštansku operativu određuje uvjete za izračun cijena kao i operativne, statističke i obračunske postupke nužne za razmjenu pošte razvrstane prema formatu.
7. Iznosi terminalnih naknada koje se primjenjuju na tijek pošte između država u ciljnom sustavu u određenoj godini, ne smiju rasti više od 13% za pismovnu pošiljku težine od 81.8 grama u prihodima terminalnih naknada, u usporedbi s proteklom godinom.
8. Iznosi koji se primjenjuju na tijekove pošte između država koje su se nalazile u ciljnom sustavu prije 2010. ne smiju biti veći od:
- 8.1 za 2014.: 0,294 DTS po pošiljci i 2,294 DTS po kilogramu;
- 8.2 za 2015.: 0,303 DTS po pošiljci i 2,363 DTS po kilogramu;
- 8.3 za 2016.: 0,312 DTS po pošiljci i 2,434 DTS po kilogramu;
- 8.4 za 2017.: 0,321 DTS po pošiljci i 2,507 DTS po kilogramu.
9. Iznosi terminalnih naknada primjenjivi na tijekove pošte između država koje su se nalazile u ciljnom sustavu prije 2010. ne smiju biti manji od:
- 9.1 za 2014.: 0,203 DTS po pošiljci i 1,591 DTS po kilogramu;
- 9.2 za 2015.: 0,209 DTS po pošiljci i 1,636 DTS po kilogramu;
- 9.3 za 2016.: 0,215 DTS po pošiljci i 1,682 DTS po kilogramu;
- 9.4 za 2017.: 0,221 DTS po pošiljci i 1,729 DTS po kilogramu.
10. Iznosi naknada primjenjivi na tijek pošte između država koje su se nalazile u ciljnom sustavu od 2010. do 2012., jednako kao i između tih država i država koje su u ciljnom sustavu bile i prije 2010. ne smiju biti veći od:
- 10.1 za 2014.: 0,209 DTS po pošiljci i 1,641 DTS po kilogramu;
- 10.2 za 2015.: 0,222 DTS po pošiljci i 1,739 DTS po kilogramu;
- 10.3 za 2016.: 0,235 DTS po pošiljci i 1,843 DTS po kilogramu;
- 10.4 za 2017.: 0,249 DTS po pošiljci i 1,954 DTS po kilogramu.
11. Iznosi naknada primjenjivi na tijek pošte između država u ciljnom sustavu od 2010. i 2012., te između ovih država i onih država koje su u ciljnom sustavu bile i prije 2010., ne smiju biti manji od iznosa naknada navedenih u podstavcima 9.1 do 9.4.
12. Iznosi naknada u primjeni na tijek pošte prema, od i između novih država u ciljnom sustavu, osim pošiljaka u velikom broju, isti su kao iznosi propisani podstavcima 9.1 do 9.4.
13. Za tijekove pošiljaka ispod 75 tona godišnje između država koje su se pridružile ciljnom sustavu 2010. ili kasnije, jednako kao i između tih država i država koje su u ciljnom sustavu bile i prije 2010., sastavni dijelovi po kilogramu i po pošiljci pretvaraju se u ukupni iznos naknade po kilogramu, na temelju svjetskog prosjeka od 12.23 pošiljaka po kilogramu.
14. Iznosi naknada za pošiljke u velikom broju poslane u države koje su u ciljnom sustavu prije 2010. utvrđuju se primjenom iznosa naknada po pošiljci i po kilogramu predviđenih u stavcima 5. do 9.
15. Iznosi naknada za pošiljke u velikom broju poslane u države u ciljnom sustavu od 2010. i 2012., utvrđuju se primjenom iznosa naknada po pošiljci i po kilogramu predviđenih u stavcima 5., 10. i 11.
16. Nikakva rezerva nije primjenjiva na ovaj članak, osim u slučaju dvostranog sporazuma.

Članak 31.

TERMINALNE NAKNADE. ODREDBE KOJE SE PRIMJENJUJU ZA POŠTANSKE TIJEKOVE IZMEĐU IMENOVANIH OPERATORA DRŽAVA U PRIJELAZNOM SUSTAVU

1. Za imenovane operatore država u prijelaznom ciljnom sustavu terminalnih naknada (u pripremi za članstvo u ciljnom sustavu), plaćanje za pismovne pošiljke, uključujući pošiljke u velikom broju, ali isključujući M vreće i CCRI (IBRS) pošiljke, utvrđuje se na temelju iznosa cijene po pošiljci i po kilogramu.
2. Plaćanje za CCRI (IBRS) pošiljke se vrši prema odgovarajućim odredbama u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.
3. Iznosi naknada primjenjivi na tijekove prema, od i između država u prijelaznom sustavu jesu:
- 3.1 za 2014.: 0,203 DTS po pošiljci i 1,591 DTS po kilogramu;
- 3.2 za 2015.: 0,209 DTS po pošiljci i 1,636 DTS po kilogramu;
- 3.3 za 2016.: 0,215 DTS po pošiljci i 1,682 DTS po kilogramu;

3.4 za 2017.: 0,221 DTS po pošiljci i 1,729 DTS po kilogramu.

4. Za tijekomve manje od 75 tona godišnje, sastavni dijelovi po kilogramu i po pošiljci pretvaraju se u ukupni iznos naknade po kilogramu, na temelju svjetskog prosjeka od 12,23 pošiljaka po kilogramu, osim za 2014., za koju je u primjeni ukupna cijena po kilogramu iz godine 2013. Primjenjuju se sljedeće cijene:

4.1 za 2014.: 4,162 DTS po kilogramu;

4.2 za 2015.: 4,192 DTS po kilogramu;

4.3 za 2016.: 4,311 DTS po kilogramu;

4.4 za 2017.: 4,432 DTS po kilogramu.

5. Za tijekomve iznad 75 tona godišnje, primjenjuju se gore navedene cijene po kilogramu, ako ni imenovani operator podrijetla niti imenovani operator odredišta ne zatraže, u okviru revizijskog mehanizma, reviziju cijena na temelju stvarnog broja pošiljaka po kilogramu umjesto primjene svjetskog prosjeka. Prikupljanje uzoraka za primjenu revizijskog mehanizma primjenjuje se u skladu s uvjetima navedenim u Pravilniku o pismovnim pošiljkama.

6. Sniženje ukupne naknade iz stavka 4., ne može zatražiti država u ciljnom sustavu od države u prijelaznom sustavu, osim ako potonja zatraži izmjenu u suprotnom smjeru.

7. Imenovani operatori država u prijelaznom sustavu terminalnih naknada mogu poslati poštu razvrstanu prema formatu na nekoj od mogućih osnova, u skladu s uvjetima propisanim u Pravilniku o pismovnim pošiljkama. U slučaju razmjene pošiljaka razvrstanih prema formatu, primjenjuju se iznosi naknade iz stavka 3.

8. Plaćanje za pošiljke u velikom broju imenovanim operatorima država koje se nalaze u ciljnom sustavu, utvrđuje se primjenom cijena po pošiljci i po kilogramu, kako je predviđeno u članku 30. Za primljene pošiljke u velikom broju imenovani operatori odredišta u prijelaznom razdoblju sustava mogu zatražiti plaćanje u skladu s odredbama navedenim u stavku 3.

9. Nikakva rezerva nije primjenjiva na ovaj članak, osim u slučaju dvostranog sporazuma.

Članak 32.

FOND ZA UNAPRJEĐENJE KAKVOĆE USLUGA

1. Osim za M vreće, CCRI (IBRS) pošiljke i pošiljke u velikom broju, terminalne naknade koje sve države i područja plaćaju državama svrstanim od Kongresa u kategoriju država 5. skupine za terminalne naknade i Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga, povećavaju se za 20% od naknada navedenih u članku 31., za financiranje Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga u svrhu unaprjeđenja kakvoće usluge u državama iz 5. skupine. Takva plaćanja ne vrše se između država 5. skupine.

2. Osim za M vreće, CCRI (IBRS) pošiljke i pošiljke u velikom broju, terminalne naknade koje države i područja svrstana od Kongresa u kategoriju država 1. skupine plaćaju državama svrstanim od Kongresa u kategoriju država 4. skupine povećavaju se za 10% od naknada navedenih u članku 31., za financiranje Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga u svrhu unaprjeđenja kakvoće usluge u državama 4. skupine.

3. Osim za M vreće, CCRI (IBRS) pošiljke i pošiljke u velikom broju, terminalne naknade koje države i područja svrstana od Kongresa u kategoriju država 2. skupine plaćaju državama svrstanim od Kongresa u kategoriju država 4. skupine povećavaju se za 10% od naknada navedenih u članku 31., za financiranje Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga u svrhu unaprjeđenja kakvoće usluge u državama 4. skupine.

4. Osim za M vreće, CCRI (IBRS) pošiljke i pošiljke u velikom broju, terminalne naknade koje države i područja svrstana od Kongresa u kategoriju država 1. skupine plaćaju državama svrstanim od Kongresa u kategoriju država 3. skupine povećavaju se za 8% od naknada navedenih u članku 31., u 2014. i 2015. te za 6% od naknada navedenih u članku 30. stavku 12. u 2016. i 2017., za financiranje Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga u svrhu unaprjeđenja kakvoće usluge u državama iz 3. skupine.

5. Osim za M vreće, CCRI (IBRS) pošiljke i pošiljke u velikom broju, terminalne naknade koje države i područja svrstana od Kongresa u kategoriju država 2. skupine plaćaju državama svrstanim od Kongresa u kategoriju država 3. skupine povećavaju se za 2% od naknada navedenih u članku 31., u 2014. i 2015., za financiranje Fonda za unaprjeđenje kakvoće usluga u svrhu unaprjeđenja kakvoće usluge u državama iz 3. skupine.

6. Objedinjene terminalne naknade koje se uplaćuju u Fond za unaprjeđenje kakvoće usluge radi poboljšanja kakvoće usluge u državama iz 3., 4. i 5. skupine, podliježu iznosu od najmanje 20.000 DTS godišnje za svaku državu korisnicu. Dodatna sredstva potrebna da se dostigne taj minimalni iznos, naplaćuju se od država u ciljnom sustavu prije 2010., razmjerno opsegu razmijenjene pošte.

7. Regionalni projekti trebaju posebno promicati primjenu programa Unije za unaprjeđenje kakvoće usluge i uvođenje sustava obračuna troškova u državama u razvoju. Vijeće za poštansku operativu usvaja postupke za financiranje ovih projekata, najkasnije u 2014.

Članak 33.

TROŠKOVI TRANZITA

Izravni zaključci i pošiljke u otvorenom tranzitu koje razmjenjuju dva imenovana operatora ili dva ureda iste države članice sredstvima usluga jednog ili više drugih imenovanih operatora (usluge treće strane) podliježu plaćanju tranzitnih troškova. Oni sačinjavaju naknadu za usluge u vezi s kopnenim, pomorskim ili zrakoplovnim tranzitom. Ovo se načelo također primjenjuje i za pogrešno poslano pošiljke i na pogrešno usmjerene zaključke.

Poglavlje 2.

OSTALE ODREDBE

Članak 34.

OSNOVNE NAKNADE I ODREDBE U VEZI S TROŠKOVIMA ZRAKOPLOVNOG PRIJEVOZA

1. Osnovnu naknadu koja se primjenjuje za obračun između imenovanih operatora za troškove zrakoplovnog prijevoza odobrava Vijeće za poštansku operativu. Izračunava je Međunarodni ured na način naveden u Pravilniku o pismovnim pošiljkama. Međutim, naknade koje se primjenjuju za prijevoz paketa zrakoplovnim putem u okviru usluge povrata trgovačke robe, obračunavaju se prema odredbama utvrđenim u Pravilniku o poštanskim paketima.

2. Izračun naknade zrakoplovnog prijevoza za izravne zaključke, prioritetne pošiljke, zrakoplovne pošiljke i zrakoplovne pakete u otvorenom tranzitu, pogrešno poslano pošiljke i pogrešno usmjerene zaključke, kao i odgovarajući način obračuna, opisan je u Pravilniku o pismovnim pošiljkama i u Pravilniku o poštanskim paketima.

3. Troškove zrakoplovnog prijevoza na cijeloj udaljenosti leta snosi:

3.1 za izravne zaključke, imenovani operator iz države podrijetla, uključujući kada te zaključke prevozi jedan ili više imenovanih operatora posrednika;

3.2 za prioritetne pošiljke i zrakoplovne pošiljke u otvorenom tranzitu, uključujući i one koje su pogrešno poslano, imenovani operator koji otprema ove pošiljke drugom imenovanom operatoru.

4. Ova ista pravila primjenjuju se za pošiljke izuzete od plaćanja površinskih i tranzitnih troškova, ako se prevoze zrakoplovom.

5. Svaki imenovani operator odredišta koji obavlja zrakoplovni prijevoz međunarodnih pošiljaka unutar svoje države, ima pravo na naknadu dodatnih troškova proizašlih iz ovog prijevoza, pod uvjetom da je ponderirana prosječna udaljenost sektora leta veća od 300 kilometara. Vijeće za poštansku operativu može zamijeniti ponderiranu prosječnu udaljenost drugim odgovarajućim kriterijem. Osim kod sporazuma o besplatnom prijevozu, te naknade moraju biti istovjetne za sve prioritetne i zrakoplovne pošiljke podrijetlom iz inozemstva, bez obzira nadošle li se ova pošta zrakoplovnim putem ili ne.

6. Međutim, kada se terminalna naknada koju naplaćuje imenovani operator odredišta temelji izričito na stvarnim troškovima ili na unutarnjim cijenama, nikakva dodatna naknada za unutarnji zrakoplovni prijevoz se ne naplaćuje.

7. Imenovani operator odredišta isključuje, u svrhu izračunavanja ponderirane prosječne udaljenosti, masu sve pošte za koju se izračunavanje terminalnih naknada temeljilo na stvarnim troškovima ili unutarnjim poštarinama imenovanog operatora odredišta.

Članak 35.

NAKNADE ZA POVRŠINSKI I POMORSKI PRIJEVOZ POŠTANSKIH PAKETA

1. Paketi razmijenjeni između dvaju imenovanih operatora podliježu plaćanju unutarnjih površinskih naknada koje se obračunavaju kombiniranjem osnovne naknade po paketu i osnovne naknade po kilogramu utvrđenih u Pravilniku.

1.1 Uzimajući u obzir navedene osnovne naknade, imenovani operatori su ovlašteni također potraživati dodatne naknade po paketu i po kilogramu u skladu s odredbama iz Pravilnika.

1.2 Naknade navedene u stavku 1. i podstavku 1.1 plaćaju imenovani operatori države podrijetla, osim ako Pravilnik o poštanskim paketima predviđa iznimke od tog pravila.

1.3 Unutarnja površinska naknada mora biti jedinstvena za čitavo državno područje svake države.

2. Paketi razmijenjeni između dvaju imenovanih operatora ili između dva poštanska ureda iste države, putem površinskih službi jednoga ili više imenovanih operatora podliježu, u korist onim imenovanim operatorima koji sudjeluju u površinskom prijevozu, naknadama za površinski prijevoz utvrđen u Pravilniku, razmjerno prema udaljenosti.

2.1 Za pakete u otvorenom tranzitu posredni imenovani operatori ovlašteni su potraživati pojedinačnu naknadu po pošiljci utvrđenu u Pravilniku.

2.2 Naknadu za površinski tranzit plaća imenovani operator države podrijetla, osim ako su Pravilnikom o poštanskim paketima predviđene iznimke od tog pravila.

3. Svaki imenovani operator koji sudjeluje u pomorskom prijevozu paketa ovlašten je potraživati naknadu za pomorski prijevoz. Te naknade plaća imenovani operator države podrijetla, osim ako su Pravilnikom o poštanskim paketima predviđene iznimke od tog pravila.

3.1 Za svaki prijevoz pomorskim putem iznos naknade je utvrđen Pravilnikom o poštanskim paketima, razmjerno udaljenosti.

3.2 Imenovani operatori smiju naknadu za prijevoz morem, obračunanu u skladu s podstavkom 3.1, povećati za najviše 50%. Isto tako je mogu i smanjiti, prema vlastitoj procjeni.

Članak 36.

NADLEŽNOST VIJEĆA ZA POŠTANSKU OPERATIVU ZA ODREĐIVANJE IZNOSA CIJENA I NAKNADA

1. Vijeće za poštansku operativu je nadležno određivati sljedeće cijene i naknade koje se naplaćuju od imenovanih operatora u skladu s uvjetima navedenim u pravilnicima:

1.1 tranzitne troškove za rukovanje i prijevoz pismovnih pošiljaka kroz jednu ili više država posrednica;

1.2 osnovne cijene i naknade kopnenog prijevoza za prijevoz zrakoplovnih pošiljaka;

1.3 unutarnje površinske cijene za rukovanje paketima u domaćem prometu;

1.4 tranzitne površinske naknade za provoz paketa kroz države posrednice;

1.5 pomorske cijene i naknade za prijevoz paketa morskim putem;

1.6 vanjske površinske naknade za pakete kod pružanja usluga povrata trgovačke robe.

2. Svaka revizija, provedena u skladu s metodologijom koja osigurava pravednu nadoknadu imenovanim operatorima koji pružaju usluge, mora se oslanjati na vjerodostojne i reprezentativne gospodarske i financijske pokazatelje. Svaka odluka o mogućim promjenama stupa na snagu od datuma koji odredi Vijeće za poštansku operativu.

Članak 37.

POSEBNE ODREDBE ZA PODMIRIVANJE RAČUNA I PLAĆANJA U MEĐUNARODNOJ POŠTANSKOJ RAZMJENI

Podmirivanje računa za radnje obavljene u skladu s ovom Konvencijom (uključujući podmirivanje računa za prijevoz i slanje poštanskih pošiljaka, podmirivanje računa za obradu poštanskih pošiljaka u državi odredišta i podmirivanje računa kao nadoknade za bilo kakav gubitak, umanjenje sadržaja ili oštećenje poštanskih pošiljaka) temelji se na odredbama Konvencije i drugih akata Unije i, u skladu s Konvencijom i drugim aktima Unije, ne zahtijeva pripremu bilo kakvih dokumenata od strane imenovanog operatora, osim u slučajevima predviđenim u aktima Unije.

Četvrti dio

ZAVRŠNE ODREDBE

Članak 38.

UVJETI ZA ODOBRENJE PRIJEDLOGA U VEZI S KONVENCIJOM I POJEDINIM PRAVILNICIMA

1. Da bi postali izvršni, prijedlozi koji su podneseni Kongresu, a odnose se na ovu Konvenciju, moraju biti odobreni većinom glasova država članica koje su prisutne, koje imaju pravo glasa i koje glasuju. Predstavnici najmanje polovice država članica zastupljenih na Kongresu koje imaju pravo glasa, moraju biti prisutni u trenutku glasovanja.

2. Da bi postali izvršni, prijedlozi koji se odnose na Pravilnik o pismovnim pošiljkama i Pravilnik o poštanskim paketima mora odobriti većina članica Vijeća za poštansku operativu koje imaju pravo glasa.

3. Da bi postali izvršni, prijedlozi podneseni između dva Kongresa, a koji se odnose na ovu Konvenciju i njezin Završni protokol, moraju dobiti:

3.1 dvije trećine glasova, s time da je glasovala najmanje polovica država članica Unije koje imaju pravo glasa, ako se radi o izmjenama i dopunama;

3.2 većinu glasova ako se radi o tumačenju odredaba.

4. Bez obzira na odredbe u podstavku 3.1, svaka država članica čije nacionalno zakonodavstvo još nije usklađeno s predloženom izmjenom i dopunom može, unutar devedeset dana od datuma primitka takve obavijesti, dati pisanu izjavu generalnom direktoru Međunarodnog ureda da nije u mogućnosti prihvatiti tu izmjenu i dopunu.

Članak 39.

STAVLJANJE REZERVEI NA KONGRESU

1. Bilo koja rezerva koja nije u skladu s ciljem i svrhom Unije nije dopuštena.
2. Kao opće pravilo, države članice čija stajališta nisu prihvaćena od drugih država članica, moraju nastojati, koliko god je to moguće, prilagoditi svoje mišljenje mišljenju većine. Rezerva se stavlja samo u slučajevima apsolutne nužde i uz primjereno obrazloženje.
3. Rezerva na članke ove Konvencije predaje se Kongresu kao prijedlog u pisanom obliku na jednom od radnih jezika Međunarodnog ureda i u skladu s odgovarajućim odredbama Poslovnika o radu Kongresa.
4. Da bi proizveli učinak, prijedlozi koji sadrže rezerve moraju biti odobreni većinom koja je potrebna za izmjene i dopune članka na koji se rezerva odnosi.
5. U načelu, rezerve se primjenjuju na temelju uzajamnosti između države članice koja je rezervu stavila i drugih država članica.
6. Rezerva na ovu Konvenciju unosi se u njezin Završni protokol na temelju prijedloga koji je odobrio Kongres.

Članak 40.

STUPANJE NA SNAGU I TRAJANJE KONVENCIJE

Ova Konvencija stupa na snagu 1. siječnja 2014. i ostaje na snazi do stupanja na snagu akata sljedećeg Kongresa.

U potvrdu toga, opunomoćnici vlada država članica potpisali su ovu Konvenciju u jednom izvorniku koji se pohranjuje kod generalnog direktora Međunarodnog ureda. Međunarodni ured Svjetske poštanske unije svakoj stranki dostavlja po jednu njegovu presliku.

Sastavljeno u Dohi 11. listopada 2012.

ZAVRŠNI PROTOKOL UZ SVJETSKU POŠTANSKU KONVENCIJU

U trenutku potpisivanja Svjetske poštanske konvencije sklopljene na današnji dan, niže potpisani opunomoćnici sporazumjeli su se o sljedećem:

Članak I.

VLASNIŠTVO NAD POŠTANSKIM POŠILJKAMA. POVLAČENJE IZ POŠTE. IZMJENA ILI ISPRAVAK ADRESE.

1. Odredbe u članku 5. stavcima 1. i 2. ne primjenjuju se na: Antigvu i Barbudu, (Kraljevinu) Bahrein, Barbados, Belize, Bocvanu, Brunej Darussalam, Kanadu, Hong Kong, Kinu, Dominiku, Egipat, Fidži, Gambiju, Ujedinjenu Kraljevinu Velike Britanije i Sjeverne Irske, Prekomorska područja Ujedinjene Kraljevine, Grenadu, Gvajanu, Irsku, Jamajku, Keniju, Kiribati, Kuvajt, Lesoto, Malavi, Maleziju, Mauricijus, Nauru, Novi Zeland, Nigeriju, Papuu Novu Gvineju, Sveti Kristofor i Nevis, Svetu Luciju, Sveti Vincent i Grenadine, Samou, Sejše, Sijera Leone, Singapur, Salomonove Otoke, Svazi, (Ujedinjenu Republiku) Tanzaniju, Trinidad i Tobago, Tuvalu, Ugandu, Vanuatu i Zambiju.
2. Isto tako, članak 5. stavci 1. i 2. ne primjenjuju se na Austriju, Dansku i (Islamsku Republiku) Iran, čije unutarnje zakonodavstvo ne dozvoljava povlačenje iz poštanskog ureda ili promjenu adrese prepiske, na zahtjev pošiljatelja, od trenutka kada je primatelj obaviješten o prispijeću pošiljke adresirane na njega.
3. Članak 5. stavak 1. se ne primjenjuje na Australiju, Ganu i Zimbabve.
4. Članak 5. stavak 2. se ne primjenjuje na Bahame, Belgiju, Demokratsku Narodnu Republiku Koreju, Irak i Mjanmar čija zakonodavstva ne dopuštaju povlačenje iz pošte ili promjenu adrese pismovne pošiljke na zahtjev pošiljatelja.
5. Članak 5. stavak 2. se ne primjenjuje na Sjedinjene Američke Države.
6. Članak 5. stavak 2. se primjenjuje na Australiju samo u onom dijelu članka koji je u skladu s unutarnjim zakonodavstvom.
7. Bez obzira na članak 5. stavak 2., Demokratska Republika Kongo, El Salvador, (Republika) Panama, Filipini i (Bolivarijanska Republika) Venezuela su ovlaštene ne vraćati poštanske pakete nakon što je primatelj postavio zahtjev za carinskim pregledom, jer je to u suprotnosti s carinskim zakonodavstvom spomenutih država.

Članak II.

CIJENE

Bez obzira na članak 6., Australija, Kanada i Novi Zeland su ovlaštene naplatiti i druge naknade osim onih predviđenih u pravilnicima, ako su takve naknade u skladu sa zakonodavstvom njihovih država.

Članak III.

IZNIMKA OD IZUZEĆA PLAĆANJA POŠTARINE NA POŠILJKE ZA SLIJEPE

1. Bez obzira na članak 7., Indonezija, Sveti Vincent i Grenadini i Turska, koje ne dopuštaju izuzeće od plaćanja poštarina na pošiljke za slijepe u svojem unutarnjem prometu, mogu naplatiti poštarinu i naknade za posebne usluge koje ipak ne smiju biti veće od onih u njihovom unutarnjem prometu.

2. Francuska primjenjuje odredbe članka 7. na pošiljke za slijepe u skladu s odredbama u unutarnjem prometu.
3. Bez obzira na članak 7. stavak 3., a u skladu s nacionalnim zakonodavstvom, Brazil pridržava pravo smatrati da su pošiljke za slijepe samo one pošiljke kojima su pošiljatelj i/ili primatelj slijepa osoba i/ili organizacija za slijepe. Pošiljke koje ne zadovoljavaju ove uvjete, podliježu plaćanju poštarine.
4. Bez obzira na članak 7., Novi Zeland prihvaća kao pošiljke za slijepe za uručenje u Novom Zelandu samo one pošiljke koje su izuzete od plaćanja poštarine u njihovom unutarnjem prometu.
5. Bez obzira na članak 7., Finska, koja ne dopušta izuzeće od plaćanja poštarine za pošiljke za slijepe u svojem unutarnjem prometu, prema odredbama članka 7. usvojenim na Kongresu, može naplatiti unutarnju naknadu za pošiljke za slijepe koje imaju određište u drugim državama.
6. Bez obzira na članak 7., Kanada, Danska i Švedska dopuštaju izuzeće od plaćanja poštarine za pošiljke za slijepe unutar ograničenja određenih samo u onoj mjeri do koje to dopušta njihovo unutarnje zakonodavstvo.
7. Bez obzira na članak 7., Island dopušta izuzeće od plaćanja poštarine za pošiljke za slijepe unutar ograničenja određenih njihovim unutarnjim zakonodavstvom.
8. Bez obzira na članak 7., Australija prihvaća kao pošiljke za slijepe za uručenje u Australiji samo one pošiljke koje su izuzete od plaćanja poštarine u njezinom unutarnjem prometu.
9. Bez obzira na članak 7., Australija, Austrija, Kanada, Njemačka, Ujedinjena Kraljevina Velike Britanije i Sjeverne Irske, Japan, Švicarska i Sjedinjene Američke Države mogu naplatiti naknade za posebne usluge koje se primjenjuju na pošiljke za slijepe u njihovom unutarnjem prometu.

Članak IV.

POŠTANSKE MARKE

Bez obzira na članak 8. stavak 7., Australija, Velika Britanija, Malezija, i Novi Zeland obradit će pismovne pošiljke i poštanske pakete koji sadrže poštansku marku koja, koristeći nove materijale ili tehnologije, ne odgovara njihovim strojevima za obradu pošte, samo na temelju prethodnog dogovora s imenovanim operatorom države podrijetla pošiljke.

Članak V.

OSNOVNE USLUGE

1. Bez obzira na odredbe članka 13., Australija ne prihvaća proširenje osnovnih usluga na uključivanje poštanskih paketa.
2. Odredbe članka 13. podstavka 2.4 ne primjenjuju se na Veliku Britaniju, čije nacionalno zakonodavstvo zahtijeva niže ograničenje mase. Propisi o zaštiti zdravlja i sigurnosti ograničavaju masu poštanskih vreća na 20 kilograma.
3. Bez obzira na članak 13. podstavak 2.4, Kazahstan i Uzbekistan ovlaštani su ograničiti maksimalnu masu dolaznih i odlaznih M vreća na 20 kilograma.

Članak VI.

POVRATNICA

Kanada je ovlaštena ne primjenjivati članak 15. podstavak 3.3, u vezi s paketima, budući da ne pruža uslugu povratnice za pakete u unutarnjem prometu.

Članak VII.

ZABRANE (PISMOVNE POŠILJKE)

1. Iznimno, Demokratska Narodna Republika Koreja i Libanon ne prihvaćaju preporučene pošiljke koje sadrže kovanice, novčanice, vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete. Nisu strogo obvezane odredbama Pravilnika o pismovnim pošiljkama u pogledu odgovornosti za slučaj umanjenja sadržaja ili oštećenja, ili kada su u pitanju pošiljke koje sadrže predmete od stakla ili lomljive predmete.
2. Iznimno, Bolivija, (Narodna Republika) Kina, isključujući Posebno upravno područje Hong Kong, Irak, Nepal, Pakistan, Saudijska Arabija, Sudan i Vijetnam ne prihvaćaju preporučene pošiljke koje sadrže kovanice, novčanice, devize ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete.
3. Mjanmar zadržava pravo neprihvatanja pošiljaka s označenom vrijednosti koje sadrže dragocjene predmete navedene u članku 18. stavku 6., budući da je to u suprotnosti s njihovim zakonodavstvom.
4. Nepal ne prihvaća preporučene pošiljke ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže novčanice ili kovanice, osim na temelju posebnog sporazuma u tu svrhu.

5. Uzbekistan ne prihvaća preporučene pošiljke ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice, čekove, poštanske marke ili stranu valutu i ne prihvaća nikakvu odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
6. (Islamska Republika) Iran ne prihvaća pismovne pošiljke koje sadrže predmete koji su u suprotnosti s načelima islamske vjere te pridržava pravo da ne prihvati pismovne pošiljke (obične, preporučene ili s označenom vrijednosti) koje sadrže kovanice, novčanice, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete, te ne prihvaća odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
7. Filipini zadržavaju pravo ne prihvatiti bilo koju vrstu pismovne pošiljke (običnu, preporučenu ili s označenom vrijednosti) koja sadrži kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje ili druge dragocjene predmete.
8. Australija ne prihvaća poštanske pošiljke bilo koje vrste koje sadrže zlatne poluge ili novčanice. Nadalje, ne prihvaća preporučene pošiljke za uručenje u Australiji, ili pošiljke u otvorenom tranzitu, koje sadrže dragocjenosti kao što su nakit, plemenite kovine, drago ili poludrago kamenje, vrijednosnice, kovanice ili bilo koji oblik utrživih finansijskih instrumenata. Ona ne prihvaća nikakvu odgovornost za poslane pošiljke koje nisu u skladu s ovom rezervom.
9. (Narodna Republika) Kina, isključujući Posebno upravno područje Hong Kong, ne prihvaća pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice, devize ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju i putničke čekove, u skladu sa svojim unutarnjim zakonodavstvom.
10. Latvija i Mongolija zadržavaju pravo ne prihvatiti, u skladu sa svojim nacionalnim zakonodavstvom, obične, preporučene ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice plative donositelju i putničke čekove.
11. Brazil zadržava pravo ne prihvatiti obične, preporučene i pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice u optjecaju ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju.
12. Vijetnam zadržava pravo ne prihvatiti pismovne pošiljke koje sadrže predmete ili robu.
13. Indonezija ne prihvaća preporučene ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice, čekove, poštanske marke, stranu valutu ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju za uručenje u Indoneziji i ne prihvaća odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
14. Kirgistan zadržava pravo ne prihvatiti pismovne pošiljke (obične, preporučene, s označenom vrijednosti, male pakete) koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete te ne prihvaća odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
15. Azerbajdžan i Kazahstan ne prihvaćaju preporučene ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže kovanice, novčanice, doznake ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, čekove, prerađene ili neprerađene plemenite kovine, drago kamenje, nakit i druge dragocjene predmete ili devizne novčanice te ne prihvaćaju odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
16. Republika Moldova i Ruska Federacija ne prihvaćaju preporučene ili pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže novčanice u optjecaju, vrijednosnice (čekove) bilo koje vrste plative donositelju ili stranu valutu, te ne prihvaćaju odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.
17. Bez obzira na članak 18. stavak 3., Francuska zadržava pravo ne prihvatiti pošiljke koje sadrže trgovačku robu, ako te pošiljke ne udovoljavaju njezinim nacionalnim propisima ili međunarodnim propisima ili tehničkim uputama i uputama za pakiranje za zrakoplovni prijevoz.

Članak VIII.

ZABRANE (POŠTANSKI PAKETI)

1. Mjanmar i Zambija ovlaštene su ne prihvatiti pakete s označenom vrijednosti koji sadrže dragocjenosti obuhvaćene člankom 18. podtočkom 6.1.3.1, budući da je to u suprotnosti s njihovim nacionalnim zakonodavstvom.
2. Iznimno, Libanon i Sudan ne prihvaćaju pakete koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje ili druge dragocjene predmete ili one koji sadrže tekućine ili lako zapaljive tekućine ili predmete izrađene od stakla ili slično ili lomljive predmete. Njih ne obvezuju odgovarajuće odredbe Pravilnika o poštanskim paketima.
3. Brazil je ovlašten ne prihvatiti pakete s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice i novčanice u optjecaju, kao ni bilo kakve vrijednosnice plative donositelju, budući da je to u suprotnosti s njihovim nacionalnim zakonodavstvom.
4. Gana je ovlaštena ne prihvatiti pakete s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice i novčanice u optjecaju, budući da je to u suprotnosti s njihovim nacionalnim zakonodavstvom.

5. Osim predmeta iz članka 18., Saudijska Arabija je ovlaštena ne prihvatiti pakete koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje ili druge dragocjene predmete. Također, ne prihvaća pakete koji sadrže lijekove bilo koje vrste osim ako je u privitku liječnički recept izdan od nadležnog ovlaštenog tijela, protupožarne proizvode, tekuće kemikalije ili predmete koji su u suprotnosti s načelima islamske vjere.

6. Osim predmeta navedenih u članku 18., Oman ne prihvaća pošiljke koje sadrže:

6.1 lijekove bilo koje vrste ukoliko nije u privitku liječnički recept izdan od nadležnog ovlaštenog tijela;

6.2 protupožarne proizvode ili tekuće kemikalije;

6.3 predmete koji su u suprotnosti s načelima islamske vjere.

7. Osim predmeta navedenih u članku 18., (Islamska Republika) Iran ovlaštena je ne prihvatiti pakete koji sadrže predmete koji su u suprotnosti s načelima islamske vjere te pridržava pravo da ne prihvati obične ili pakete s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice, novčanice, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato ili srebro, drago kamenje, nakit ili druge dragocjene predmete, te ne prihvaća odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.

8. Filipini su ovlašteni ne prihvatiti bilo koju vrstu paketa koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje ili druge dragocjene predmete, ili koji sadrže tekućine ili lako zapaljive sadržaje ili predmete izrađene od stakla i slično ili lomljive predmete.

9. Australija ne prihvaća poštanske pošiljke bilo koje vrste koje sadrže zlatne poluge ili novac.

10. (Narodna Republika) Kina ne prihvaća obične pakete koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, putničke čekove, prerađenu ili neprerađenu platinu, zlato i srebro, drago kamenje ili druge dragocjene predmete. Nadalje, uz izuzeće Posebnog upravnog područja Hong Konga, ne prihvaćaju se paketi s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice, devize ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju i putničke čekove.

11. Mongolija zadržava pravo ne prihvatiti, u skladu sa svojim zakonodavstvom, pakete koji sadrže kovanice, novčanice ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju i putničke čekove.

12. Latvija ne prihvaća obične i pakete s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice, novčanice, vrijednosnice (čekove) bilo koje vrste plative donositelju ili stranu valutu te ne prihvaća odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.

13. Republika Moldova, Ruska Federacija, Ukrajina i Uzbekistan ne prihvaćaju obične ili pakete s označenom vrijednosti koji sadrže novčanice u optjecaju, vrijednosnice (čekove) bilo kakve vrste plative donositelju ili stranu valutu, te ne prihvaćaju odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.

14. Azerbajdžan i Kazahstan ne prihvaćaju obične ili pakete s označenom vrijednosti koji sadrže kovanice, novčanice, doznake ili vrijednosnice bilo koje vrste plative donositelju, čekove, prerađene ili neprerađene plemenite kovine, drago kamenje, nakit i druge dragocjene predmete ili stranu valutu te ne prihvaćaju odgovornost u slučaju gubitka ili oštećenja takvih pošiljaka.

Članak IX.

PREDMETI KOJI PODLIJEŽU PLAĆANJU CARINE

1. Pozivom na članak 18., Bangladeš i El Salvador ne prihvaćaju pošiljke s označenom vrijednosti koje sadrže predmete za koje se plaća carina.

2. Pozivom na članak 18., Afganistan, Albanija, Azerbajdžan, Bjelorus, Kambodža, Čile, Kolumbija, Kuba, Demokratska Narodna Republika Koreja, El Salvador, Estonija, Kazahstan, Latvija, Republika Moldova, Nepal, Peru, Ruska Federacija, San Marino, Turkmenistan, Ukrajina, Uzbekistan i (Bolivarijanska Republika) Venezuela ne prihvaćaju obične i preporučene pismovne pošiljke koje sadrže predmete za koje se plaća carina.

3. Pozivom na članak 18., Benin, Burkina Faso, (Republika) Côte d'Ivoire, Džibuti, Mali i Mauritanija ne prihvaćaju obične pismovne pošiljke koje sadrže predmete za koje se plaća carina.

4. Bez obzira na odredbe u stavcima 1. do 3., pošiljke koje sadrže serume, cjepiva i hitno potrebne lijekove koje je teško nabaviti, dopuštene su u svim slučajevima.

Članak X.

POTRAŽNICE

1. Bez obzira na članak 19. stavak 3., Kabo Verde, Čad, Demokratska Narodna Republika Koreja, Egipat, Gabon, Prekomorska područja Ujedinjene Kraljevine, Grčka, (Islamska Republika) Iran, Kirgistan, Mongolija, Mjanmar, Filipini, Saudijska Arabija, Sudan, Sirijska Arapska Republika, Turkmenistan, Ukrajina, Uzbekistan i Zambija pridržavaju pravo naplaćivati od svojih korisnika poštariju na potražnice za pismovne pošiljke.

2. Bez obzira na članak 19. stavak 3., Argentina, Austrija, Azerbajdžan, Litva, Republika Moldova i Slovačka pridržavaju pravo naplaćivati posebnu poštariju kada se nakon postupka poduzetog po potražnici utvrdi da je potražnica bila neopravdana.

3. Afganistan, Kabo Verde, Demokratska Republika Kongo, Egipat, Gabon, (Islamska Republika) Iran, Kirgistan, Mongolija, Mjanmar, Saudijska Arabija, Sudan, Surinam, Sirijska Arapska Republika, Turkmenistan, Ukrajina, Uzbekistan i Zambija zadržavaju pravo naplaćivati od korisnika poštarinu na potražnice za pakete.

4. Bez obzira na članak 19. stavak 3., Brazil, (Republika) Panama i Sjedinjene Američke Države pridržavaju pravo naplaćivati od korisnika poštarinu za potražnice podnesene u vezi s pismovnim pošiljkama i paketima otpremljenim iz država koje primjenjuju istu vrstu naplate poštarine potražnica u skladu s odredbama stavaka 1. do 3.

Članak XI.

POŠTARINA ZA PODNOŠENJE POŠILJAKA NA CARINSKI PREGLED

1. Gabon zadržava pravo naplaćivati od svojih korisnika poštarinu za podnošenje pošiljaka na carinski pregled.
2. Bez obzira na članak 20. stavak 2., Brazil zadržava pravo da od korisnika naplati poštarinu za podnošenje na carinski pregled za svaku pošiljku predanu carinskoj kontroli.
3. Bez obzira na članak 20. stavak 2., Grčka zadržava pravo da od korisnika naplati poštarinu podnošenja na carinski pregled za svaku pošiljku predanu carinskoj upravi.
4. (Republika) Kongo i Zambija zadržavaju pravo da od korisnika naplate poštarinu za podnošenje paketa na carinski pregled.

Članak XII.

PREDAJA PISMOVNIH POŠILJAKA NA OTPREMU U INOZEMSTVO

1. Australija, Austrija, Ujedinjena Kraljevina Velike Britanije i Sjeverne Irske, Novi Zeland i Sjedinjene Američke Države zadržavaju pravo uvesti naknadu istovrijednu trošku nastalom za obavljenu posao, svakom imenovanom operatoru koji, u skladu s odredbama članka 28. stavka 4., dostavi na raspolaganje pošiljke koje nisu izvorno bile otpremljene kao poštanske pošiljke od strane njegovih službi.
2. Bez obzira na članak 28. stavak 4., Kanada zadržava pravo od imenovanog operatora države podrijetla naplatiti najmanje toliki iznos koji će osigurati pokrivanje troškova nastalih iz rukovanja ovim pošiljkama.
3. Članak 28. stavak 4. dopušta imenovanom operatoru odredišta potraživati od imenovanog operatora otpreme odgovarajuću naknadu za uručenje pismovnih pošiljaka predanih na otpremu u inozemstvu u velikim količinama. Australija i Ujedinjena Kraljevina Velike Britanije i Sjeverne Irske pridržavaju pravo ograničiti svako takvo plaćanje na iznos koji je u skladu s odgovarajućom domaćom naknadom za istovrsne pošiljke u državi odredišta.
4. Članak 28. stavak 4. dopušta imenovanom operatoru odredišta da od imenovanog operatora otpreme zahtijeva odgovarajuću naknadu za uručenje pismovnih pošiljaka predanih na otpremu u inozemstvu u velikim količinama. Sljedeće države članice zadržavaju pravo ograničiti takva plaćanja na iznose određene u Pravilniku za pošiljke u velikom broju: Bahami, Barbados, Brunej Darussalam, (Narodna Republika) Kina, Ujedinjena Kraljevina Velike Britanije i Sjeverne Irske, Prekomorska područja Ujedinjene Kraljevine, Grenada, Gvajana, Indija, Malezija, Nepal, Nizozemska, Nizozemski Antili i Aruba, Novi Zeland, Sveta Lucija, Sveti Vincent i Grenadini, Singapur, Šri Lanka, Surinam, Tajland i Sjedinjene Američke Države.
5. Bez obzira na rezervu stavka 4., sljedeće države članice pridržavaju pravo primijeniti u potpunosti odredbe članka 28. ove Konvencije za poštu primljenu od država članica Unije: Argentina, Austrija, Benin, Brazil, Burkina Faso, Kamerun, Kanada, (Republika) Côte d'Ivoire, Cipar, Danska, Egipat, Francuska, Njemačka, Grčka, Gvineja, (Islamska Republika) Iran, Izrael, Italija, Japan, Jordan, Libanon, Luksemburg, Mali, Mauritanija, Monako, Maroko, Norveška, Portugal, Saudijska Arabija, Senegal, Švicarska, Sirijska Arapska Republika i Togo.
6. Primjenom članka 28. stavka 4., Njemačka zadržava pravo zahtijevati od države otpreme, naknadu u visini iznosa koji bi primila od države u kojoj korisnik pošiljatelj ima prebivalište.
7. Bez obzira na rezerve stavljene na temelju članka XII., (Narodna Republika) Kina zadržava pravo ograničiti plaćanje za uručenje pismovnih pošiljaka koje su predane na otpremu u inozemstvu u velikom broju na iznose odobrene u Konvenciji i u Pravilniku o pismovnim pošiljkama za pošiljke u velikom broju.

Članak XIII.

OSNOVNE NAKNADE I ODREDBE KOJE SE ODNOSU NA NAKNADE ZA SLANJE ZRAKOPLOVOM

Bez obzira na članak 34., Australija zadržava pravo da na izlazne pakete poslane putem usluge povrata trgovačke robe primijeni naknade za slanje zrakoplovom, utvrđene Pravilnikom o paketnim pošiljkama ili na koji drugi način, uključujući dvostrane sporazume.

Članak XIV.

POSEBNE UNUTARNJE POVRŠINSKE NAKNADE

Bez obzira na članak 35., Afganistan zadržava pravo naplatiti posebnu dodatnu površinsku naknadu od 7,50 DTS-a po dolaznom paketu.

Članak XV.

POSEBNE NAKNADE

1. Belgija, Norveška i Sjedinjene Američke Države mogu naplatiti veću površinsku naknadu za zrakoplovne pakete od one za površinske pakete.
2. Libanon je ovlašten za pakete do 1 kilograma naplatiti naknadu koja se primjenjuje za pakete preko 1 do 3 kilograma.
3. (Republika) Panama je ovlaštena naplatiti 0,20 DTS-a po kilogramu za površinske pakete u tranzitu otpremljene zrakoplovom (S.A.L.).

Članak XVI.

NADLEŽNOST VIJEĆA ZA POŠTANSKU OPERATIVU ZA UTVRĐIVANJE CIJENA I NAKNADA

Bez obzira na članak 36. podstavak 1.6, Australija pridržava pravo primijeniti vanjske površinske naknade za pakete poslana putem usluge povrata trgovačke robe, bilo onako kako su utvrđene u Pravilniku o paketnim pošiljkama ili na koji drugi način, uključujući dvostrane sporazume.

U potvrdu toga, niže navedeni opunomoćenci potpisali su ovaj Protokol, koji ima istu snagu i istu valjanost kao da su njegove odredbe unesene u tekst same Konvencije, te su ga potpisali u jednom izvorniku koji se pohranjuje kod generalnog direktora Međunarodnog ureda. Međunarodni ured Svjetske poštanske unije svakoj stranki dostavlja po jednu njegovu presliku.

Sastavljeno u Dohi 11. listopada 2012.

Članak 3.

Provedba ovoga Zakona u djelokrugu je središnjeg tijela državne uprave nadležnog za poslove poštanskih usluga.

Članak 4.

Na dan stupanja na snagu ovoga Zakona Svjetska poštanska konvencija sa Završnim protokolom nije na snazi za Republiku Hrvatsku, te će se podaci o njezinu stupanju na snagu objaviti u skladu s odredbom članka 30. stavka 3. Zakona o sklapanju i izvršavanju međunarodnih ugovora.

Članak 5.

Ovaj Zakon stupa na snagu osmoga dana od dana objave u »Narodnim novinama«.

Klasa: 022-03/16-01/49

Zagreb, 3. lipnja 2016.

HRVATSKI SABOR

Predsjednik

Hrvatskoga sabora

akademik Željko Reiner, v. r.

[1]Iznimka je Velika Britanija, država koja je izumila poštansku marku.